



Le Sénat

Direction des comités

Activités et dépenses *Rapport annuel*

2009-2010

Édifice Chambers
40, rue Elgin, 10^e étage
Téléphone : 613-990-0088 / 1-800-267-7362
Télécopieur : 613-947-2104

Message de la greffière principale de la Direction des comités



Je suis heureuse de présenter le Rapport annuel 2009-2010 de la Direction des comités du Sénat, qui brosse un tableau des activités et des dépenses de la Direction et des nombreux comités auxquels elle apporte un soutien administratif, procédural et autre.

La deuxième session de la 40^e législature a commencé le 26 janvier 2009, et les comités ont entamé leurs activités peu après. Ils ont été très actifs jusqu'à la prorogation, qui a mis fin à la session le 30 décembre 2009. La troisième session de la 40^e législature a débuté le 3 mars 2010 avec le discours du Trône, à la Chambre du Sénat. Le lendemain, le Comité de sélection a fait connaître ses recommandations quant à la composition des comités, et les réunions d'organisation des comités ont eu lieu peu après.

Malgré la prorogation, tous les indices d'activité ont dépassé la moyenne quinquennale, au regard notamment du nombre de réunions, de rapports, d'heures de séance, de témoins, de projets de loi étudiés, d'études spéciales entreprises, d'heures d'enquête et de déplacements. L'année a été très productive. En outre, la Direction des comités a profité des périodes d'ajournement pour produire et mettre à jour une grande variété de documents et d'outils de travail. Elle a notamment créé un *Guide pour les présidents et vice-présidents*, disponible sur l'Intrasen, et mis à jour certains documents, dont les *Aspects essentiels des comités du Sénat*.

La Direction des comités est fière de fournir un soutien professionnel et non partisan aux comités sénatoriaux pour les aider à atteindre leurs objectifs. Elle est très heureuse de recevoir les commentaires des présidents et des vice-présidents, car ils l'aident à évaluer et à améliorer ses services. La Direction est également fière de la rétroaction très positive qu'elle reçoit par les sondages réalisés auprès des témoins après leur comparution. Les réponses témoignent d'un niveau très élevé de satisfaction. En effet, 99 % des témoins lui ont accordé une cote de 4 ou 5 sur une échelle de 5 pour l'ensemble de ses services. Ces résultats, et le fait que 99 % des témoins ont jugé leur comparution utile, indiquent que la Direction des comités fournit un soutien de grande qualité à un processus parlementaire cher aux Canadiens.

Heather P. Lank

A handwritten signature in cursive script that reads "Heather Lank".

Heather Lank
Greffière principale

Énoncé de mission

En tant qu'institution du Parlement du Canada, le Sénat du Canada fait partie intégrante du processus législatif fédéral. Afin de s'acquitter de son rôle législatif, le Sénat a constitué un certain nombre de comités chargés d'examiner les projets de loi et les budgets des dépenses, et de mener des études spéciales sur divers sujets. La Direction des comités assure un soutien administratif aux comités, les conseille sur la procédure parlementaire et leur fournit de l'information pour les aider à accomplir leurs tâches et à atteindre leurs objectifs. Pour remplir son mandat, la Direction des comités du Sénat estime qu'elle doit :

- offrir un service de qualité supérieure à tous les sénateurs siégeant au sein des comités;
- faire preuve de courtoisie, de professionnalisme et d'ouverture d'esprit dans l'exécution de ses fonctions;
- respecter le principe de la confidentialité dans le travail avec les sénateurs et les comités;
- contribuer à améliorer l'image de marque du Parlement en général et du Sénat en particulier;
- observer le Règlement, les règles et les politiques du Sénat;
- veiller au perfectionnement de ses ressources humaines;
- encourager l'innovation afin d'améliorer le fonctionnement de la direction.

Greffiers, adjointes administratives et personnel de soutien 2009-2010

Heather Lank
Greffière principale

Gérald Lafrenière
Greffier principal adjoint

Brigitte Martineau
Adjointe administrative

Debbie Larocque
Adjointe administrative

Greffiers

(par ordre alphabétique)

Shaila Anwar

Lynn Gordon

Line Gravel

Keli Hogan

Danielle Labonté

Gaëtane Lemay (jusqu'en août 2009)

Vanessa Moss-Norbury

Jessica Richardson

Denis Robert

Josée Thérien

Adam Thompson

Marcy Zlotnick

Adjointes administratives

(par ordre alphabétique)

Tracy Amendola

Louise Archambeault

Allison Button (jusqu'en septembre 2009)

Lyne Héroux

Maritza Jean-Pierre (depuis février 2010)

Lucy Laflamme (jusqu'en juillet 2009)

Natalie Lemay-Paquette

Louise Pronovost

Nicole Raymond

Monique Régimbald

Chelsea Saville

Sylvie Simard

Anita Vinette

Greffiers législatifs

Mireille K. Aubé

Matthieu Boulianne (jusqu'en août 2009)

Allison Button (depuis octobre 2009)

Jolène Savoie (jusqu'en septembre 2009)

Commis-réceptionniste

Arianne Legault

Coordonnatrice des statistiques

Sylvie Trudeau

Messenger

Pierre Fréchette

Table des matières

Message de la greffière principale de la Direction des comités	i
Énoncé de mission	ii
Greffiers, adjointes administratives et personnel de soutien	iii
Partie I – Renseignements généraux	
Aperçu des dépenses et des activités	3
Faits saillants des rapports sur les études spéciales.....	9
Partie II – Profils des comités 2009-2010	
Affaires étrangères et commerce international	18
Affaires juridiques et constitutionnelles.....	22
Affaires sociales, sciences et technologie	26
Sous-comité sur les villes.....	30
Sous-comité sur la santé des populations	32
Agriculture et forêts	34
Banques et commerce	37
Conflits d'intérêts des sénateurs.....	40
Droits de la personne	42
Énergie, environnement et ressources naturelles.....	45
Finances nationales	49
Langues officielles.....	54
Pêches et océans	57
Peuples autochtones	60
Régie interne, budgets et administration	64
Règlement, procédure et droits du Parlement	67
Sécurité nationale et défense.....	70
Sous-comité des anciens combattants	73
Sélection	75
Transports et communications	77
Comité mixte de la Bibliothèque du Parlement	81
Comité mixte d'examen de la réglementation.....	84
Comité spécial sur le vieillissement.....	87
Partie III – Dépenses des comités	
Rapport détaillé sur les dépenses des comités	89
Rapport des budgets et dépenses des comités.....	90
Ventilation des dépenses des témoins	95

Partie I – Renseignements généraux

Aperçu des dépenses et des activités

Dépenses de fonctionnement

Durant l'exercice 2009-2010, la Direction a offert son soutien à 20 comités permanents, spéciaux et mixtes (ainsi qu'à trois sous-comités)*.

Direction des comités	
(32 années-personnes en 2009-2010)	
Dépenses de fonctionnement	
Direction :	2 186 908 \$
Comités :	1 332 551 \$
Témoins :	223 920 \$

Activités des comités

Au Sénat, le gros du travail s'accomplit au sein des comités. En moyenne, ceux-ci étudient une cinquantaine de projets de loi et entreprennent une cinquantaine d'études spéciales par année. Chaque comité a son propre mandat et son propre champ d'études. Certains n'étudient que rarement des projets de loi tandis que d'autres s'y consacrent presque exclusivement. Le Sénat compte actuellement 19 comités permanents. Leur taille, leur champ d'études général et le nombre de membres requis pour le quorum sont précisés au paragraphe 86(1) du *Règlement du Sénat*. En 2009-2010, le Comité sénatorial spécial sur le vieillissement a aussi été actif.

* Toutes les données contenues dans ce rapport proviennent des *Journaux du Sénat*, des procès-verbaux des comités sénatoriaux et des dossiers de la Direction des finances du Sénat.

Activités des comités

Le tableau suivant compare les activités de tous les comités sénatoriaux par exercice depuis 2005-2006.

Indicateurs	2009-2010	2008-2009	2007-2008	2006-2007	2005-2006	Moyenne sur 5 ans
Réunions	514	361	444	541	396	451,2
Rapports	131	117	151	154	90	128,6
Heures en comité	867,1	643,2	775,3	1033,8	830,6	830
Témoins	1 424	1 112	1 381	1 627	1 319	1 372,6
Projets de loi	51	43	66	40	51	50,2
Nombre d'heures des missions d'information	439,6	160,9	283,4	371,9	355,6	313,3
Études préalables ou du sujet des projets de loi	3	1	3	1	3	2,2
Études spéciales entreprises	63	61	64	58	38	56,8
Voyages	20	14	15	26	21	19,2

Le tableau suivant porte sur les ordres de renvoi reçus par les comités sénatoriaux au cours de l'exercice 2009-2010.

Ordres de renvoi	Nombre de réunions	% du total des réunions	Nombre d'heures	% du total des heures
Projets de loi et sujet des projets de loi	92	17,9	173,6	20,0
Études spéciales	362	70,4	622,4	71,8
Com. perm. (Conflits d'int., Régie int., Règlement, Bibliothèque, Sélection, Examen de la réglementation)	60	11,7	71,1	8,2
Total	514	100	867,1	100

Projets de loi

Le tableau suivant compare le nombre de projets de loi renvoyés à des comités sénatoriaux au cours de chaque exercice depuis 2005-2006.

Exercices	Projets de loi	Nombre total de réunions	Nombre total d'heures	Nombre total de témoins
2009-2010	51	86	165,1	398
2008-2009	43	85	159,0	338
2007-2008	66	121	203,2	429
2006-2007	40	100	216,8	427
2005-2006	51	99	174,3	338
Moyenne sur 5 ans	50,2	98,2	183,7	386,0

Études spéciales

Le tableau suivant compare le nombre d'études spéciales entreprises par des comités sénatoriaux au cours de chaque exercice depuis 2005-2006.

Exercices	Études spéciales	Nombre total de réunions	Nombre total d'heures	Nombre total de témoins	Nombre d'heures en missions d'information
2009-2010	63	362	622,4	984	439,6
2008-2009	61	228	429,4	670	160,9
2007-2008	64	271	509,3	911	283,1
2006-2007	58	359	694,4	1 186	371,9
2005-2006	38	252	574,2	950	348,6
Moyenne sur 5 ans	56,8	294,4	565,9	940,2	320,8

Consultations

Chaque année, les comités entreprennent des voyages pour recueillir des témoignages aux niveaux local et régional. Ils tiennent des réunions publiques officielles un peu partout au Canada et font également des voyages d'information à caractère moins officiel au Canada et à l'étranger. Ces voyages permettent aux sénateurs de se familiariser avec les sujets qu'ils étudient et d'obtenir des témoignages et de l'information impossibles à obtenir en demeurant à Ottawa.

Quand les comités se rendent à l'étranger pour se documenter, ils sont alors en « missions d'information », ce qui veut dire que leurs délibérations ne sont pas considérées comme officielles et

qu'aucune transcription de celles-ci n'est publiée. Cependant, l'information recueillie demeure précieuse pour les comités et peut servir à la rédaction de leurs rapports.

Le **Comité permanent des affaires étrangères et du commerce international** a mené, pour son étude sur l'émergence de la Chine, de l'Inde et de la Russie dans l'économie mondiale et les répercussions sur les politiques canadiennes, une mission d'information à Khanty-Mansiysk et à Moscou (Russie), du 11 au 16 octobre 2009; ainsi qu'à Pékin, à Guangzhou, à Shanghai, à Hong Kong et à Shenzhen (Chine), du 8 au 14 novembre 2009.

Le **Comité permanent des affaires juridiques et constitutionnelles** a mené, pour son étude de la *Loi sur l'identification par les empreintes génétiques*, une mission d'information à la Banque nationale de données génétiques à Ottawa, le 23 avril 2009.

Le **Comité permanent de l'agriculture et des forêts** a mené, pour son étude sur l'état actuel et les perspectives d'avenir du secteur forestier au Canada, des missions d'information à Saint-Léonard (Nouveau-Brunswick), du 1^{er} au 3 novembre 2009, et à Québec, le 24 novembre 2009.

Le **Comité permanent de l'énergie, de l'environnement et des ressources naturelles** a effectué, pour son étude sur de nouvelles questions concernant son mandat, une mission d'information à Washington, du 29 septembre au 2 octobre 2009.

Le **Comité permanent des pêches et des océans** a mené, pour son étude sur les questions relatives au cadre stratégique actuel et en évolution du gouvernement fédéral pour la gestion des pêches et des océans du Canada, une mission d'information à Winnipeg (Manitoba); à Rankin Inlet et à Cambridge Bay (Nunavut); à Hay River et à Inuvik (Territoires du Nord-Ouest); à Sitka et à Juneau (Alaska); et à Victoria (Colombie-Britannique), du 17 au 27 septembre 2009. Il a également tenu des audiences publiques à Yellowknife et à Inuvik (Territoires du Nord-Ouest), du 21 au 23 septembre 2009.

Le **Comité permanent des peuples autochtones** a tenu, pour son étude des questions relatives aux élections selon la *Loi sur les Indiens* s'inscrivant elle-même dans le cadre de son mandat d'étude des questions générales relatives aux peuples autochtones du Canada, des audiences publiques à Winnipeg et à Dauphin (Manitoba), du 24 au 27 mai 2009; ainsi qu'à Kelowna, à Williams Lake et à Vancouver (Colombie-Britannique), du 29 septembre au 2 octobre 2009. Il a également effectué une mission d'information à Vancouver (Colombie-Britannique), le 1^{er} octobre 2009.

Le **Comité permanent de la sécurité nationale et de la défense** a mené, pour son étude sur la politique de sécurité nationale du Canada, des missions d'information à la Base des Forces canadiennes (BFC) Halifax et à la BFC Greenwood (Nouvelle-Écosse), à Charlottetown (Île-du-Prince-Édouard) et à la BFC Gagetown à Fredericton (Nouveau-Brunswick), du 6 au 9 juillet 2009; à Toronto, à Windsor et à Niagara Falls (Ontario), du 14 au 17 juillet 2009; à Halifax (Nouvelle-Écosse), à Saint John et à Saint Stephen (Nouveau-Brunswick), du 22 au 24 juillet 2009; à Calgary, à Raymond, à Coutts et à Milk River (Alberta), du 8 au 11 septembre 2009; à Vancouver (Colombie-Britannique), du 30 septembre au 2 octobre 2009; ainsi qu'à la BFC Petawawa, à Kingston, à la BFC Trenton et à la BFC Borden (Ontario), du 17 au 19 novembre 2009.

Le **Comité permanent des transports et des communications** a mené, pour son étude sur le secteur du sans-fil, une mission d'information à Paris (France) et à Londres (Angleterre), du 18 au 22 mai 2009; ainsi qu'à Tallinn (Estonie) et à Bruxelles (Belgique), du 8 au 13 novembre 2009.

Le **Sous-comité sur les villes du Comité permanent des affaires sociales, des sciences et de la technologie** a mené, pour son étude sur les questions d'actualité des grandes villes canadiennes, une mission d'information à Toronto (Ontario), le 15 mai 2009; à Calgary et à Edmonton (Alberta), du 19 au 20 mai 2009; à Montréal (Québec), le 8 juin 2009; ainsi qu'à Regina (Saskatchewan), à Winnipeg (Manitoba) et à Vancouver (Colombie-Britannique), du 13 au 15 juillet 2009.

Internet parlementaire

La Direction des comités réévalue régulièrement sa présence sur l'Internet parlementaire (www.parl.gc.ca) pour s'assurer que ce site est convivial et contient de l'information utile. Nous apprécions ce mode de communication qui permet d'accroître la visibilité des comités sénatoriaux.

Tous les rapports des comités, les communiqués et les documents pertinents de la Direction sont convertis en format HTML ou PDF ou dans les deux formats, et sont diffusés sur Internet. L'information sur les comités sénatoriaux (date, heure et lieu des réunions, témoins, fréquences radio, télédiffusion ou enregistrement vidéo aux fins de diffusion par la CPAC) est mise à jour de façon régulière. Les documents essentiels de la Direction, comme le *Rapport annuel*, l'*Introduction aux comités sénatoriaux* et le *Guide pour participer à une étude pour un comité du Sénat* sont également disponibles en ligne.

Rapports sur les études spéciales : une contribution à l'élaboration des politiques de l'État

Voici la liste des principaux rapports de 2009-2010, par comité. On trouvera dans les pages qui suivent un résumé de chaque rapport.

Affaires étrangères et commerce international

- *Étude sur le Rapport de l'examen législatif d'Exportation et développement Canada – 2008* (juin 2009)

Affaires sociales, sciences et technologie

- *Éducation et garde des jeunes enfants : Prochaines étapes* (avril 2009)
- *Un Canada en santé et productif : une approche axée sur les déterminants de la santé* (juin 2009)
- *Pauvreté, logement, itinérance : Les trois fronts de la lutte contre l'exclusion* (décembre 2009)

Agriculture et forêts

- *Au-delà de l'exode : mettre un terme à la pauvreté rurale* (juin 2009)
- *Le secteur forestier canadien : passé, présent, futur* (décembre 2009)

Banques et commerce

- *Récentes modifications de la Loi sur la concurrence : Un travail inachevé* (juin 2009)
- *Les systèmes de cartes de crédit et de cartes de débit au Canada : transparence, pondération et choix* (juin 2009)

Bibliothèque du Parlement

- *Rapport sur les activités du directeur parlementaire du budget au sein de la Bibliothèque du Parlement* (décembre 2009)

Droits de la personne

- *Examen périodique universel du Canada devant le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies* (mai 2009)
- *La Loi sur l'équité dans la rémunération du secteur public* (juin 2009)

Énergie, environnement et ressources naturelles

- *Le Nord canadien : À traiter avec respect* (mai 2009)
- *Conférence GLOBE 2008* (mai 2009)
- *Rapport sur le projet de loi C-10, Loi sur la protection des eaux navigables* (juin 2009)

Examen de la réglementation

- *Rapport au Comité au sujet de la Conférence australo-néo-zélandaise sur l'examen législatif, juillet 2009* (octobre 2009)

Langues officielles

- *Les arts et la culture francophones : Croire, vouloir et vivre en milieu minoritaire* (juin 2009)
- *Refléter la dualité linguistique lors des Jeux olympiques et paralympiques d'hiver 2010 : Une occasion en or – rapport de suivi* (septembre 2009)

Pêches et océans

- *Relever le défi de l'Arctique : Rapport sur la Garde côtière canadienne* (mai 2009)
- *Pêches marines du Nunavut : quotas et ports* (juin 2009)
- *La crise dans la pêche au homard* (juin 2009)
- *Le projet de changements à la Convention de l'Organisation des pêches de l'Atlantique Nord-Ouest (OPANO)* (novembre 2009)
- *Le contrôle des eaux de l'Arctique canadien : Rôle de la Garde côtière canadienne* (décembre 2009)

Peuples autochtones

- *Les nouvelles mesures d'identification des électeurs et leurs répercussions sur les peuples et les communautés autochtones du Canada* (mai 2009)

Vieillesse (spécial)

- *Le vieillissement de la population, un phénomène à valoriser* (avril 2009)

Faits saillants des rapports sur les études spéciales

Comité permanent des affaires sociales, des sciences et de la technologie

Éducation et garde des jeunes enfants : Prochaines étapes

(Cinquième rapport (final), déposé au Sénat le 28 avril 2009;
document parlementaire n° 2/40-338S)

Après avoir recueilli les témoignages de fournisseurs de services de garde et des défenseurs de ces services d'un peu partout au Canada, de fonctionnaires de Ressources humaines et Développement social Canada et d'experts de renommée internationale en développement humain, le comité a déposé son rapport final intitulé *Éducation et garde des jeunes enfants : Prochaines étapes* en avril 2009.

Dans ce rapport, le comité examine la situation de l'éducation et de la garde des jeunes enfants au Canada à la lumière du rapport « Starting Strong II », publié par l'OCDE les 21 et 22 septembre 2006, où on classe le Canada au dernier rang de 14 pays pour ce qui est des fonds consacrés aux programmes d'éducation et de garde des jeunes enfants. Le comité propose dans son rapport plusieurs idées en vue de l'expansion des services et de l'intégration de services plus complets pour les parents et les enfants, la réévaluation des engagements budgétaires envers les familles et la nécessité d'augmenter progressivement les ressources afin d'offrir des places dans des garderies de qualité ainsi que des programmes pour les parents et les enfants qui soient axés sur le développement et l'apprentissage des jeunes enfants.

Un Canada en santé et productif : une approche axée sur les déterminants de la santé

(Huitième rapport (final), déposé au Sénat le 3 juin 2009;
document parlementaire n° 2/40-429S)

Déposé en juin 2009, ce rapport contient 22 recommandations et représente l'aboutissement d'une étude à laquelle le Sous-comité sur la santé des populations a consacré deux ans de travail.

Au bout du compte, le sous-comité a constaté que le Canada accuse un sérieux retard par rapport à des pays comme le Royaume-Uni et la Suède et qu'il est inacceptable qu'un pays aussi riche continue de tolérer de telles disparités dans le domaine de la santé. Le sous-comité craignait en outre que la crise économique, sans précédent pour ses répercussions mondiales, ne fasse qu'accroître ces disparités. Le sous-comité a conclu qu'il faudra adopter une approche pangouvernementale axée sur une intervention intersectorielle faisant appel à la participation des entreprises, des bénévoles et des organismes communautaires.

Pauvreté, logement, itinérance : Les trois fronts de la lutte contre l'exclusion

(Treizième rapport (provisoire), déposé au Sénat le 8 décembre 2009;
document parlementaire n° 2/40-888S)

Les recommandations de ce rapport constituent l'aboutissement d'une étude pancanadienne de deux ans au cours de laquelle les membres du Sous-comité sur les villes ont entendu plus de 170 témoins, dont beaucoup de pauvres et même d'itinérants, ainsi que des universitaires, des groupes de réflexion, et des porte-parole d'autorités provinciales, d'administrations locales et d'organismes communautaires.

Basée sur les résultats de cette étude exhaustive, la première recommandation du rapport, la plus fondamentale, demande que le Canada, les provinces et les territoires se fixent comme objectif de sortir les Canadiens de la pauvreté. Parmi le train de mesures que le comité recommande pour atteindre cet objectif principal, mentionnons la coordination à l'échelle nationale d'un programme fédéral-provincial sur

l'éducation de la petite enfance, l'élaboration d'une stratégie nationale sur le logement et la lutte contre l'itinérance, et l'établissement d'un revenu minimal pour tous les Canadiens gravement handicapés.

Comité permanent de l'agriculture et des forêts

Au-delà de l'exode : mettre un terme à la pauvreté rurale

(Quatrième rapport (final), déposé au Sénat le 4 juin 2009;
document parlementaire n° 2/40-435S)

Ce rapport a été déposé par le comité lors de la session précédente. Il a été déposé de nouveau pour des raisons procédurales, le comité demandant une réponse du gouvernement.

Ce rapport traduit les opinions communiquées au comité par des témoins experts et par des Canadiens ruraux de toutes les provinces et tous les territoires. Il formule 68 recommandations qui visent à atténuer la pauvreté rurale et le déclin des zones rurales au Canada et à convaincre le gouvernement fédéral d'intervenir davantage pour régler les problèmes des régions rurales.

Le secteur forestier canadien : passé, présent, futur

(Huitième rapport (provisoire), déposé au Sénat le 10 décembre 2009;
document parlementaire n° 2/40-897S)

Au printemps 2009, le Comité sénatorial permanent de l'agriculture et des forêts a entrepris une étude approfondie sur le secteur forestier canadien. Le rapport intérimaire qui en a résulté est fondé sur les audiences publiques que le comité a tenues en avril, mai et juin 2009.

Le secteur forestier a connu un sérieux déclin de sa production ces dernières années. Ce déclin est principalement lié aux forces du marché, puisqu'il s'explique par la diminution de la demande pour les produits faits à partir de bois canadien. Cette diminution de la demande est à la fois structurelle (chute radicale de la demande pour le papier journal en raison de la popularité croissante des publications électroniques) et cyclique (effondrement du marché de la construction résidentielle aux États-Unis). Elle peut aussi s'expliquer par la concurrence asiatique de plus en plus forte dans le marché des produits de deuxième transformation, comme les meubles et les armoires de cuisine. Parmi les autres facteurs qui expliquent les problèmes actuels de l'industrie forestière, notons la force de la devise canadienne, le coût élevé de l'énergie, le resserrement du crédit et les subventions des États-Unis à leur industrie forestière. La crise du secteur forestier a aussi d'importantes répercussions économiques, sociales et écologiques. Ainsi, l'effondrement de la demande pour les produits du bois canadien a immédiatement entraîné un grand nombre de mises à pied et de fermetures d'usines. Il y a aussi des implications sociales, puisqu'environ 300 collectivités canadiennes dépendent fortement de l'industrie forestière. Enfin, sur le plan écologique, lorsque les forces économiques entraînent une baisse du prix de la fibre ligneuse, cela peut mener à un ralentissement de l'aménagement durable des forêts.

Même si les ressources forestières relèvent de la compétence exclusive des provinces, le gouvernement fédéral a joué un rôle de plus en plus important dans le secteur forestier au fil des ans. Ainsi, il est surtout actif dans la recherche et le développement; le développement durable, la gestion écosystémique et le changement climatique; le développement régional et communautaire; et enfin, le développement des marchés internationaux et le règlement des différends commerciaux internationaux.

Le rapport provisoire contient quatre recommandations. Trois touchent les problèmes immédiats de l'industrie : l'accès au crédit, la concurrence déloyale des importations et le crédit d'impôt pour la recherche et le développement. La quatrième concerne un objectif à plus long terme, soit harmoniser les codes du bâtiment provinciaux afin de favoriser l'utilisation du bois dans le secteur non résidentiel. Enfin, le rapport intérimaire contient aussi des propositions pour la suite des travaux du comité; il faudrait explorer et évaluer de nouveaux positionnements stratégiques à long terme pour l'industrie.

Comité permanent des banques et du commerce

Récentes modifications de la Loi sur la concurrence : Un travail inachevé

(Deuxième rapport (final), déposé au Sénat le 11 juin 2009;
document parlementaire n° 2/40-454S)

Le projet de loi portant exécution de certaines dispositions du budget fédéral de 2009 a été étudié par le Comité sénatorial permanent des finances, malgré l'inclusion dans la Partie 12 de ce projet de loi de modifications proposées à la *Loi sur la concurrence*, qui auraient normalement dû être étudiées par le Comité permanent des banques et du commerce. C'est au moins en partie pour cette raison que le 12 mars 2009, le comité a été autorisé à examiner, pour en faire rapport, la Partie 12 du projet de loi d'exécution du budget.

Ainsi, en mai 2009, après que le projet de loi d'exécution du budget eut reçu la sanction royale, le comité a examiné les modifications à la *Loi sur la concurrence* récemment entrées en vigueur. Ces modifications étaient en partie fondées sur les recommandations du rapport final du Groupe d'étude sur les politiques en matière de concurrence publié en 2008 et intitulé *Foncer pour gagner*, ainsi que sur les modifications proposées dans le projet de loi C-19 (1^{re} session, 38^e législature), qui est mort au *Feuilleton* lors de la dissolution du Parlement en 2005.

Des témoins ont fait part au comité de leur inquiétude qu'on inclut dans un projet de loi d'exécution du budget des modifications qu'on propose d'apporter à la *Loi sur la concurrence* et qu'on ne débattre donc pas de questions importantes relatives à cette loi. Cela dit, même si les témoins ont généralement convenu que les modifications récemment entrées en vigueur étaient bonnes pour la concurrence, ils ont tout de même fait part au comité de certains problèmes comme le régime double pour le complot, le préavis de fusion en deux étapes et les sanctions administratives pécuniaires. Le rapport de juin 2009 résume les commentaires des témoins quant aux points qui devraient selon eux être améliorés, mais le comité n'a pas formulé de recommandations.

Les systèmes de cartes de crédit et de cartes de débit au Canada : transparence, pondération et choix

(Quatrième rapport (final), déposé au Sénat le 30 juin 2009;
document parlementaire n° 2/40-641S)

Conformément à un ordre de renvoi adopté le 3 mars 2009, le Comité sénatorial permanent des banques et du commerce a étudié « les systèmes de cartes de crédit et de débit au Canada et leurs taux et frais relatifs, particulièrement pour les entreprises et les consommateurs ».

Le comité a entrepris son étude dans un contexte caractérisé entre autres par l'utilisation croissante des cartes de crédit et de débit au lieu de l'argent comptant pour faire des achats de détail, une plus grande concurrence sur les marchés des cartes de crédit et de débit, des innovations dans la technologie des puces, des modifications aux conditions des cartes de crédit applicables aux consommateurs, et un examen juridique et réglementaire de l'établissement des prix et des conditions régissant l'utilisation des cartes de crédit et de débit dans un certain nombre de pays développés et en développement.

Dans son rapport déposé en juin 2009, le comité formule cinq recommandations, dont les suivantes : que l'on crée un conseil de surveillance qui serait notamment chargé de recommander des mesures législatives ou réglementaires, de surveiller certains frais et de publier de l'information à ce sujet, et d'établir un code de conduite pour les participants aux systèmes de paiement et de veiller à son application; que le gouvernement fédéral prenne des mesures concernant les frais de carte de crédit imposés par les marchands et la communication de l'information, et concernant le calcul et l'établissement de certains frais; qu'il force les émetteurs de cartes à divulguer certains renseignements; et enfin qu'il présente des mesures législatives et réglementaires concernant les modalités qui s'appliquent aux cartes de crédit et les obligations des émetteurs.

Comité permanent des droits de la personne

Examen périodique universel du Canada devant le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies

(Deuxième rapport (intérimaire), déposé au Sénat le 28 mai 2009;
document parlementaire n° 2/40-402S)

Le 28 mai 2009, le Comité sénatorial permanent des droits de la personne a publié son troisième rapport concernant le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies intitulé *Examen périodique universel du Canada devant le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies*. Ce bref rapport a été rédigé peu de temps après que le Canada eut fait l'objet du premier examen de son bilan au chapitre des droits de la personne par le truchement du mécanisme d'examen périodique universel (EPU) devant le Conseil. Le comité a conclu que les mécanismes et procédures mis en œuvre en prévision du premier EPU du Canada ont manqué de clarté et de transparence. Il a donc recommandé que le gouvernement du Canada prépare et annonce publiquement un plan en vue du prochain EPU qui pourrait prévoir un véritable engagement auprès des intervenants compétents, des parlementaires et du public canadien.

La Loi sur l'équité dans la rémunération du secteur public

(Troisième rapport (final), déposé au Sénat le 11 juin 2009;
document parlementaire n° 2/40-467S)

Le Comité sénatorial permanent des droits de la personne a étudié la *Loi sur l'équité dans la rémunération du secteur public* (LERSP), qui a remplacé l'ancien régime de plaintes en matière d'équité salariale pour les employeurs fédéraux prévu dans la *Loi canadienne sur les droits de la personne*, et a fait rapport à ce sujet. Le nouveau régime de la LERSP prévoit notamment que les employeurs et les agents négociateurs du secteur public doivent faire le nécessaire pour que la rémunération offerte soit équitable, et faire rapport sur les mesures qu'ils ont prises. Le comité a recommandé que le gouvernement établisse un mécanisme prévoyant des consultations avec les intervenants concernés pour l'élaboration du règlement d'application de la LERSP; qu'il consulte les intervenants afin de déterminer les fonds pouvant être offerts pour l'assistance juridique des personnes qui ne peuvent se faire aider par leur syndicat pour une plainte en matière d'équité salariale; et qu'il veille à la mise en place de ressources et de fonds suffisants pour les systèmes d'évaluation et de classification des emplois créés par la LERSP.

Comité permanent de l'énergie, de l'environnement et des ressources naturelles

Le Nord canadien : À traiter avec respect

(Sixième rapport (provisoire), déposé au Sénat le 13 mai 2009;
document parlementaire n° 2/40-370S)

Ce rapport est le fruit des travaux entrepris par le Comité sénatorial permanent de l'énergie, de l'environnement et des ressources naturelles au cours de la 2^e session de la 39^e législature. Le sénateur Tommy Banks était alors président du comité et le sénateur Pierre Claude Nolin, vice-président. Le rapport contient neuf recommandations et résume l'information recueillie lors de la mission d'information menée dans l'Arctique de l'Ouest, du 1^{er} au 6 juin 2008, et à laquelle ont participé les honorables sénateurs Banks, Brown, McCoy, Milne, Mitchell et Sibbeston.

Conférence GLOBE 2008

(Septième rapport (provisoire), déposé au Sénat le 27 mai 2009;
document parlementaire n° 2/40-396S)

Ce rapport donne un compte rendu de la participation des honorables sénateurs Adams, Banks et Mitchell, et de MM. Frédéric Beaugard-Tellier et Sam Banks, de la Bibliothèque du Parlement, à la Conférence GLOBE 2008 qui a eu lieu durant la 2^e session de la 39^e législature. GLOBE est une

conférence internationale biennale sur les affaires et l'environnement. Le programme de 2008 était axé sur quatre grands thèmes : le climat et l'énergie, les finances et le développement durable, le développement durable des entreprises et les villes durables.

Rapport sur projet de loi C-10, Loi sur la protection des eaux navigables

(Neuvième rapport (final), déposé au Sénat le 11 juin 2009;

document parlementaire n° 2/40-469S)

Le projet de loi C-10, Loi d'exécution du budget de 2009, a reçu la sanction royale le 12 mars 2009. La partie 7 de cette loi a modifié la partie 1 de la *Loi sur la protection des eaux navigables*. Le même jour, le comité a été autorisé par le Sénat à examiner, pour en faire rapport, les éléments concernant la *Loi sur la protection des eaux navigables* (partie 7) contenus dans le projet de loi C-10. Après de longues audiences au cours desquelles il a entendu plus de 30 témoins et après avoir reçu 13 mémoires officiels, le comité a déposé son rapport intitulé *Rapport sur projet de loi C-10, Loi sur la protection des eaux navigables*, dans lequel il fait quatre recommandations au gouvernement fédéral.

Comité permanent des langues officielles

Les arts et la culture francophones : Croire, vouloir et vivre en milieu minoritaire

(Troisième rapport (provisoire), déposé au Sénat le 4 juin 2009;

document parlementaire n° 2/40-434S)

En juin 2009, le comité a publié un rapport sur les arts et la culture francophones qui résume les témoignages recueillis lors des audiences publiques tenues à Ottawa et au Nouveau-Brunswick. Le comité a formulé huit recommandations visant à garantir que les communautés francophones en situation minoritaire aient accès aux ressources nécessaires pour appuyer le développement et favoriser l'épanouissement des arts et de la culture dans leur région.

Refléter la dualité linguistique lors des Jeux olympiques et paralympiques d'hiver 2010 : Une occasion en or – rapport de suivi

(Quatrième rapport (provisoire), déposé au Sénat le 15 septembre 2008;

document parlementaire n° 2/40-642S)

Le comité a continué à tenir des audiences publiques pour bien cerner les préoccupations des principaux intervenants concernant les Jeux olympiques de 2010. En septembre 2009, il a publié son deuxième rapport de suivi qui présente 16 recommandations. Le comité y a soulevé les points suivants : les ressources affectées à la traduction et à l'interprétation étaient insuffisantes, les employés et les bénévoles doivent pouvoir assurer une offre active de services dans les deux langues officielles, et le public voyageur doit pouvoir avoir accès à des services en français. Le comité a aussi recommandé d'effectuer après les Jeux une évaluation des résultats atteints à l'égard du respect des exigences linguistiques.

Comité permanent des pêches et des océans

Relever le défi de l'Arctique : Rapport sur la Garde côtière canadienne

(Deuxième rapport (provisoire), déposé au Sénat le 4 mai 2009;

document parlementaire n° 2/40-347S)

Dans ce rapport, le comité a souligné le travail considérable et essentiel effectué par la Garde côtière canadienne et formulé 14 recommandations. Il a conclu qu'il faut renforcer les capacités de la Garde côtière pour protéger les intérêts canadiens, et qu'il faut réfléchir davantage à son rôle futur dans la défense de la souveraineté du Canada dans la région. À cet égard, le comité a notamment recommandé

d'acquérir de nouveaux brise-glaces lourds, capables de naviguer à l'année à la fois dans l'archipel Arctique et sur le plateau continental. Le comité a aussi recommandé que la Garde côtière recrute autant que possible des Inuits, et qu'on crée un comité consultatif interministériel sur la stratégie arctique, piloté par Affaires indiennes et du Nord Canada et chargé de le conseiller et de superviser l'élaboration et l'application d'une stratégie efficace et intégrée pour le Nord.

Pêches marines du Nunavut : quotas et ports

(Quatrième rapport (provisoire), déposé au Sénat le 6 juin 2009;
document parlementaire n° 2/40-436S)

Dans ce rapport, le comité a formulé huit recommandations. Il a notamment recommandé la mise en œuvre du plan de développement des infrastructures portuaires pour petits bateaux afin de favoriser l'expansion de la pêche communautaire aux petits bateaux au Nunavut. Il a recommandé au ministère des Pêches et des Océans (MPO) de maintenir, au sud de l'île de Baffin, sa politique interdisant d'accorder des quotas de flétan noir à des gens de l'extérieur du Nunavut, tant que ce territoire n'aura pas un accès à ses ressources marines contiguës comparable aux niveaux d'accès dont jouissent les autres territoires et les provinces sur leurs côtes. Il a de plus recommandé au ministre des Pêches et des Océans d'adopter une politique accordant aux gens du Nunavut la préférence pour l'achat, à un prix concurrentiel, des quotas de pêche dans les eaux contiguës de ce territoire qui sont transférés ou vendus. Le comité a également recommandé au MPO d'augmenter considérablement le financement de la recherche exploratoire dans les eaux contiguës du Nunavut, en s'engageant à financer un programme de recherche pluriannuel sur plusieurs espèces. Il a enfin recommandé au MPO d'évaluer les répercussions de tout le trafic maritime sur les baleines et d'élaborer, de concert avec le Conseil de gestion des ressources fauniques du Nunavut, des mesures de protection telles que l'établissement de zones d'interdiction des navires pendant certaines périodes de l'année.

La crise dans la pêche au homard

(Cinquième rapport (provisoire), déposé au Sénat le 9 juin 2009;
document parlementaire n° 2/40-455S)

Reconnaissant les graves difficultés auxquelles était confrontée la pêche au homard dans l'Atlantique au printemps 2009, le comité a convoqué un groupe de discussion pour étudier la question le 26 mai 2009. Le comité a ensuite déposé son rapport en juin 2009, dans lequel il a formulé trois recommandations pour répondre au défi immédiat et assurer la viabilité à long terme de l'industrie.

Le projet de changements à la Convention de l'Organisation des pêches de l'Atlantique Nord-Ouest (OPANO)

(Sixième rapport (provisoire), déposé au Sénat le 19 novembre 2009;
document parlementaire n° 2/40-862S)

Le comité a poursuivi son étude des changements proposés à la Convention de l'OPANO au cours de l'exercice. Dans le rapport qu'il a déposé en novembre 2009, il avait demandé au gouvernement de prendre le temps nécessaire pour étudier le nouveau traité.

Le contrôle des eaux de l'Arctique canadien : Rôle de la Garde côtière canadienne

(Septième rapport (provisoire), déposé au Sénat le 10 décembre 2009;
document parlementaire n° 2/40-895S)

Sachant qu'il est utile de se rendre dans les régions du Canada, le comité a tenu des audiences publiques à Yellowknife et à Inuvik, puis il a mené une mission d'information, en septembre 2009, au cours de laquelle il s'est rendu au Manitoba, au Nunavut, dans les Territoires du Nord-Ouest, en Alaska et en Colombie-Britannique. En décembre de la même année, le comité a publié son rapport *Le contrôle des eaux de l'Arctique canadien : Rôle de la garde côtière canadienne*, dans lequel il formule neuf recommandations. Il y recommande notamment que tous les navires étrangers qui entrent dans les

eaux arctiques du Canada soient tenus de signaler leur présence à NORDREG – le Système de trafic de l'Arctique canadien – quel que soit leur taille ou leur tonnage. Le comité est d'avis qu'il faut renforcer la Garde côtière en la dotant notamment de nouveaux brise-glaces polaires polyvalents pouvant naviguer à l'année pour pouvoir exercer un contrôle total des eaux de l'Arctique. Les navires armés de la Garde côtière devraient servir de plateformes pour l'application de la loi dans l'Arctique, de concert avec les autres organismes gouvernementaux. Le comité demande aussi à la Garde côtière d'envisager des opérations nordiques toute l'année, et de les gérer dans le Nord, afin de démontrer le sérieux du Canada dans la protection de ses intérêts et de ceux de sa population du Nord, et recommande la création d'un comité du Cabinet sur les affaires de l'Arctique, présidé par le premier ministre et incluant des ministres dont le portefeuille concerne le Nord, afin de développer davantage la politique de l'Arctique de concert avec les trois gouvernements territoriaux.

Comité permanent des peuples autochtones

Les nouvelles mesures d'identification des électeurs et leurs répercussions sur les peuples et les communautés autochtones du Canada

(Cinquième rapport (provisoire), déposé au Sénat le 7 mai 2009;
document parlementaire n° 2/40-359S)

Le 22 juin 2007, le Parlement a édicté une loi établissant de nouvelles exigences pour l'identification des électeurs qui doivent maintenant, entre autres choses, prouver à la fois leur identité et leur lieu de résidence lorsqu'ils votent aux élections fédérales. En février 2009, le directeur général des élections du Canada, Marc Mayrand, a souligné que ces nouvelles exigences avaient eu des répercussions démesurées sur certains groupes, citant l'exemple des électeurs autochtones qui s'étaient butés à des difficultés particulières. En avril 2009, le Comité sénatorial permanent des peuples autochtones a donc convenu d'examiner les répercussions que cette nouvelle mesure législative avait eues sur les électeurs autochtones. Le comité craignait que ces nouvelles exigences puissent avoir empêché, bien qu'involontairement, les électeurs des Premières nations, inuits et métis d'exercer leur droit de vote, un droit fondamental.

Dans son rapport, le comité insiste sur l'importance de mettre en place des mesures qui permettraient de réduire les obstacles auxquels se sont heurtés les électeurs des Premières nations, inuits et métis durant la dernière élection générale en raison de l'adoption de ces nouvelles exigences. Plus particulièrement, le comité recommande que le Certificat du statut d'Indien émis par le gouvernement fédéral, utilisé de concert avec la carte d'information de l'électeur que reçoivent tous les électeurs inscrits, suffise pour permettre aux membres des Premières nations d'exercer leur droit de vote. Il recommande aussi qu'Élections Canada ait la latitude voulue pour appliquer la *Loi* tout en tenant mieux compte de la situation particulière des communautés nordiques et rurales, ce qui réduirait toute limitation involontaire de l'exercice du droit de vote.

Comité mixte permanent de la Bibliothèque du Parlement

Rapport sur les activités du directeur parlementaire du budget au sein de la Bibliothèque du Parlement

(Troisième rapport (final), déposé au Sénat le 16 juin 2009)

Dans ce rapport, le comité a clarifié le rôle et le statut du directeur parlementaire du budget (DPB) au sein de la Bibliothèque du Parlement. Le rapport a reçu l'appui unanime de tous les membres du comité, qui comptait des représentants de tous les partis présents au Sénat et à la Chambre des communes.

L'étude du comité avait pour objectif de passer en revue les questions relatives à la mise en œuvre des services du directeur parlementaire du budget, et de recommander des solutions durables afin de

favoriser une meilleure compréhension de son statut et de son mandat, et du travail qu'il accomplit pour soutenir celui des parlementaires.

Le comité a constaté au cours de son étude que le directeur parlementaire du budget n'avait pas accès aux fonds nécessaires pour remplir adéquatement tous les aspects de son mandat. Selon le comité, il est important que le bibliothécaire parlementaire et le directeur parlementaire du budget travaillent ensemble pour régler ce problème conformément aux procédures établies. Le rapport propose 10 recommandations visant entre autres à augmenter le budget du directeur parlementaire du budget pour qu'il puisse suivre les procédures établies à la Bibliothèque du Parlement et respecter la confidentialité du travail des parlementaires et des comités, et à permettre la publication de rapports indépendants pourvu qu'ils soient d'abord présentés aux parlementaires.

Comité mixte permanent d'examen de la réglementation

Rapport au Comité au sujet de la Conférence australo-néo-zélandaise sur l'examen législatif, juillet 2009

(Quatrième rapport (final), déposé au Sénat le 28 octobre 2009;
document parlementaire n° 2/40-815S)

En juillet 2009, des représentants du Comité mixte permanent d'examen de la réglementation ont participé à la Conférence australo-néo-zélandaise sur l'examen législatif, qui s'est tenue à Canberra, en Australie. Depuis 1980, cette conférence biennale est organisée par les comités parlementaires de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande dont les fonctions consistent, entre autres, à faire l'examen des lois principales et des mesures législatives subordonnées. Le thème de la Conférence de 2009 était « L'examen détaillé des lois et règlements et la reddition de comptes au XXI^e siècle ».

Le coprésident du comité mixte, le député Andrew Kania, a présenté deux études. La première donnait un aperçu de l'histoire, du mandat et des procédures du Comité mixte permanent d'examen de la réglementation du Canada. La deuxième portait sur les problèmes liés à l'utilisation de l'incorporation par renvoi dans les mesures législatives subordonnées de l'État fédéral.

L'Australie et la Nouvelle-Zélande ont toutes deux des comités d'examen législatif très actifs et novateurs, et on a rarement la chance de rencontrer leurs membres et leur personnel. La participation à la Conférence de Canberra a donc été pour le comité une bonne occasion de tirer des enseignements du travail effectué par d'autres comités d'examen du Commonwealth, en plus de leur faire profiter de sa propre expérience.

Comité spécial sur le vieillissement

Le vieillissement de la population, un phénomène à valoriser

(Troisième rapport (final), déposé au Sénat le 21 avril 2009;
document parlementaire n° 2/40-316S)

Le rapport résume les témoignages que le comité a recueillis sur le vieillissement de la population au Canada. Il contient 32 recommandations qui présentent une vision d'ensemble pour aider le gouvernement, les organisations et les particuliers à relever les défis du vieillissement de la population, dont celles qui suivent.

Que le gouvernement fédéral :

- intervienne dès maintenant pour promouvoir un vieillissement actif et en bonne santé et pour combattre l'âgisme;

- dirige et coordonne l'adoption de mesures comme une initiative nationale pour des soins intégrés, une stratégie nationale sur les aidants naturels, un programme national d'assurance-médicaments, et un transfert fédéral pour répondre aux besoins des provinces où la proportion des aînés est la plus grande;
- veille à la sécurité financière des Canadiens en répondant aux besoins des travailleurs âgés et par une réforme des pensions et des programmes de sécurité du revenu;
- prend les mesures voulues pour que plus de Canadiens puissent vieillir là où ils le souhaitent, notamment en assurant une offre de services de transport et de logement adéquats et en veillant à l'intégration des services de santé et des services sociaux;
- intervient sans tarder pour mettre en œuvre les changements voulus à l'intention des populations qui relèvent directement de lui et à l'égard des engagements du Canada relativement aux langues officielles.

Partie II – Profils des comités 2009-2010

Comité permanent des affaires étrangères et du commerce international

A. Renseignements généraux

Conformément au *Règlement du Sénat*, le Comité sénatorial permanent des affaires étrangères s'occupe des questions relatives aux relations extérieures en général, dont les traités et accords internationaux, le commerce extérieur, l'aide à l'étranger, la défense et les questions territoriales et extracôtières. La création du comité remonte à 1938, quand le Sénat a accepté d'établir un comité sur les relations extérieures afin de participer au débat sur l'instabilité politique en Europe. Le 30 octobre 2006, le Sénat a adopté une résolution pour le renommer Comité permanent des affaires étrangères et du commerce international, afin de mieux refléter la nature des travaux effectués par le comité au fil des ans, comme par exemple les études spéciales sur les relations entre le Canada et les États-Unis (1976-1982), sur l'Accord de libre-échange (1988-1990), sur l'ALENA (1991-1993), sur l'OTAN (2000), sur la Russie et l'Ukraine (2002), sur l'Afrique (2007), et sur l'examen législatif de 2008 d'Exportation et développement Canada (2009).

Le 4 mars 2008, et de nouveau le 24 février 2009, le comité a reçu le mandat d'étudier l'émergence de la Chine, de l'Inde et de la Russie dans l'économie mondiale et les répercussions sur les politiques canadiennes. Le principal objectif de cette étude est de mieux comprendre la croissance économique vigoureuse de ces pays afin de pouvoir formuler des recommandations concrètes sur la politique que le Canada doit adopter dans ce domaine. L'étude se poursuit.

Au cours de la 2^e session de la 40^e législature, le comité s'est penché sur l'examen législatif d'Exportation et développement Canada effectué en 2008. Le 9 juin 2009, le comité a déposé son rapport dans lequel il a fait neuf recommandations au gouvernement du Canada qui, selon lui, vont améliorer le fonctionnement d'EDC et la compétitivité future des exportateurs canadiens.

Outre ces études spéciales, le comité a également examiné au cours de l'exercice le projet de loi C-24, Loi portant mise en œuvre de l'Accord de libre-échange entre le Canada et la République du Pérou (40^e législature, 2^e session), et le projet de loi C-2, Loi portant mise en œuvre de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États de l'Association européenne de libre-échange (AELE) (40^e législature, 2^e session).

B. Rapports au Sénat en 2009-2010*

N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
40^e législature, 2^e session				
Cinquième	Projet de loi C-2 (Accord de libre-échange avec l'AELE)	2009-04-23	4	Rapport sur le projet de loi sans amendement
Sixième	Étude sur la Chine, l'Inde et la Russie	2009-05-07	-	Budget
Septième	Relations étrangères en général	2009-05-07	-	Budget
Huitième	Étude sur la Chine, l'Inde et la Russie	2009-06-02	-	Budget
Neuvième	Examen d'Exportation et développement Canada	2009-06-09	105	Rapport final, <i>Étude sur le Rapport de l'examen législatif d'Exportation et développement Canada – 2008</i>
Dixième	Projet de loi C-24 (Accord de libre-échange Canada-Pérou)	2009-06-16	7	Rapport sur le projet de loi sans amendement, mais avec des observations
40^e législature, 3^e session				
Premier	Étude sur la Chine, l'Inde et la Russie	2010-03-31	-	Rapport provisoire, <i>Le Canada et la Russie : miser sur les succès d'aujourd'hui pour réaliser le potentiel de demain</i>

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2009-2010) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi qui a fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2009-2010, même si cette comparution remonte à un exercice précédent.
- Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq ans, 2006-2010) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi qui n'ont pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2009-2010.

C. Activités du comité : comparaison sur cinq ans, 2006-2010

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre d'heures d'information	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2009-2010	30	33,8	84,0	62	7
2008-2009	19	30,1	-	41	7
2007-2008	26	35,3	-	66	10
2006-2007	29	37,3	60,6	56	7
2005-2006	21	33,1	69,6	72	6

D. Dépenses de l'exercice 2009-2010

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport)

Dépenses budgétaires	233 464 \$
Dépenses des témoins	4 606 \$
TOTAL	238 070 \$

E. Membres du comité pendant l'exercice 2009-2010

(* membres d'office)

40^e législature, 2^e session

Président

L'honorable sénateur Consiglio Di Nino (conservateur)

Vice-président

L'honorable sénateur Peter A. Stollery (libéral)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection)

Les honorables sénateurs Andreychuk, Corbin, *Cowan (ou Tardif), Dawson, De Bané, C.P., Di Nino, Downe, Fortin-Duplessis, Grafstein, *LeBreton, C.P. (ou Comeau), Mahovlich, Segal, Stollery et Wallin

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité

Les honorables sénateurs Banks, Dickson, Frum, Hervieux-Payette, C.P., Housakos, Jaffer, Kinsella, Lang, MacDonald, Massicotte, Merchant, Nolin, Oliver, Prud'homme, C.P., Robichaud, C.P., Smith, C.P., Stewart Olsen, Stratton, Tkachuk et Zimmer

Greffier du comité

Denis Robert

Recherche et soutien administratif

Natalie Mychajlyszyn et Jennifer Paul (Bibliothèque du Parlement)
Sylvie Simard (adjoindte administrative)

40^e législature, 3^e session (4 mars 2010)

Présidente

L'honorable sénatrice Raynell Andreychuk (conservatrice)

Vice-président

L'honorable sénateur Peter A. Stollery (libéral)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection)

Les honorables sénateurs Andreychuk, *Cowan (ou Tardif), De Bané, C.P., Di Nino, Downe, Finley, Fortin-Duplessis, *LeBreton, C.P. (ou Comeau), Mahovlich, Nolin, Segal, Smith, C.P., Stollery et Wallin

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité

Les honorables sénateurs Frum, Jaffer, Johnson, Plett, Robichaud, C.P., et Zimmer

Greffier du comité

Denis Robert

Recherche et soutien administratif

Natalie Mychajlyszyn (Bibliothèque du Parlement)

Sylvie Simard (adjoïnte administrative)

Comité des affaires juridiques et constitutionnelles

A. Renseignements généraux

L'étude de projets de loi constitue le gros du travail du comité. Lors du dernier exercice, le Comité permanent des affaires juridiques et constitutionnelles a examiné les projets de loi suivants :

40^e législature, 2^e session

- Projet de loi S-205, Loi modifiant le Code criminel (attentats suicides)
- Projet de loi S-4, Loi modifiant le Code criminel (vol d'identité et inconduites connexes)
- Projet de loi C-14, Loi modifiant le Code criminel (crime organisé et protection des personnes associées au système judiciaire)
- Projet de loi C-39, Loi modifiant la Loi sur les juges
- Projet de loi C-25, Loi modifiant le Code criminel (restriction du temps alloué pour détention sous garde avant prononcé de la peine)
- Projet de loi C-15, Loi modifiant la Loi réglementant certaines drogues et autres substances et apportant des modifications connexes et corrélatives à d'autres lois.

On a également renvoyé au comité les projets de loi suivants pendant l'exercice, mais il n'a pas été en mesure de terminer son étude et de présenter un rapport à leur sujet puisqu'ils sont morts au Feuilleton lors de la prorogation de la 2^e session de la 40^e législature :

- Projet de loi S-215, Loi modifiant la Loi constitutionnelle de 1867 (qualification des sénateurs en matière de propriété)
- Projet de loi S-224, Loi modifiant la Loi électorale du Canada et la Loi sur le Parlement du Canada (sièges vacants)
- Projet de loi S-211, Loi exigeant que le ministre de l'Environnement crée, en collaboration avec les provinces, une agence habilitée à définir et à protéger les bassins hydrographiques du Canada qui seront les sources d'eau potable des générations futures
- Projet de loi S-209, Loi modifiant le Code criminel (protection des enfants)
- Projet de loi S-226, Loi modifiant le Code criminel (loteries)
- Projet de loi C-26, Loi modifiant le Code criminel (vol d'automobile et trafic de biens criminellement obtenus)

Au cours de l'exercice, le comité a également effectué deux études spéciales : une étude sur les dispositions et l'application de la *Loi modifiant la Loi sur la défense nationale (cour martiale)* et une étude sur la motion d'agrément de la nouvelle *Loi sur les langues officielles* adoptée par l'Assemblée législative du Nunavut le 4 juin 2008. Le comité n'a pas terminé son étude sur les dispositions et l'application de la Loi modifiant la Loi sur la défense nationale avant la prorogation de la session.

B. Rapports au Sénat en 2009-2010*

N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
40^e législature, 2^e session				
Quatrième	Loi sur l'identification par les empreintes génétiques	2009-04-23	-	Budget
Cinquième	Loi sur la défense nationale (cour martiale)	2009-05-05	9	Rapport final, <i>Une justice égale : réformer le système canadien des cours martiales</i>
Sixième	Projet de loi S-205 (Code criminel – attentats suicides)	2009-06-04	-	Rapport sur le projet de loi avec 1 amendement
Septième	Projet de loi S-4 (Code criminel - vol d'identité et conduites connexes)	2009-06-09	21	Rapport sur le projet de loi avec 5 amendements
Huitième	Étude sur la motion visant d'agrément du Sénat de la nouvelle Loi sur les langues officielles adoptée par le Nunavut le 4 juin 2008	2009-06-11	15	Rapport final, <i>Les droits linguistiques dans le Grand Nord canadien : la nouvelle Loi sur les langues officielles du Nunavut</i>
Neuvième	Projet de loi C-39 (Loi sur les juges)	2009-06-18	4	Rapport sur le projet de loi sans amendement
Dixième	Projet de loi C-14 (Code criminel - crime organisé et protection des personnes associées au système judiciaire)	2009-06-18	8	Rapport sur le projet de loi sans amendement
Onzième	Projet de loi C-25 (Code criminel - restriction du temps alloué pour détention sous garde avant prononcé de la peine)	2009-10-08	25	Rapport sur le projet de loi avec 2 amendements
Douzième	Projet de loi C-15 (Loi réglementant certaines drogues et autres substances)	2009-12-03	64	Rapport sur le projet de loi avec 4 amendements

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2009-2010) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi qui a fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2009-2010, même si cette comparaison remonte à un exercice précédent.
- Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq ans, 2006-2010) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi qui n'ont pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2009-2010.

N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
40^e législature, 3^e session				
Premier	Article 104 du <i>Règlement</i>	2010-03-18	-	Dépense de la session précédente
Deuxième	Loi sur l'identification par les empreintes génétiques	2010-03-18	-	Budget

C. Activités du comité : comparaison sur cinq ans, 2006-2010

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre d'heures d'information	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2009-2010	42	97,5	1,9	168	11
2008-2009	28	48,2		74	9
2007-2008	44	91,9		171	12
2006-2007	62	153,8		231	10
2005-2006	35	76,8		106	9

D. Dépenses de l'exercice 2009-2010

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport)

Dépenses budgétaires	1 865 \$
Dépenses des témoins	44 315 \$
TOTAL	46 180 \$

E. Membres du comité pendant l'exercice 2009-2010

(*membres d'office)

40^e législature, 2^e session

Présidente

L'honorable sénatrice Joan Fraser (libérale)

Vice-président

L'honorable sénateur Pierre Claude Nolin (conservateur)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection)

Les honorables sénateurs Angus, Baker, C.P., Bryden, Campbell, *Cowan (ou Tardif), Dickson, Fraser, Joyal, C.P., *LeBreton, C.P. (ou Comeau), Milne, Nolin, Rivest, Wallace et Watt

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité

Les honorables sénateurs Banks, Carignan, Carstairs, C.P., Chaput, Cook, Fortier-Duplessis, Grafstein, Hubley, Lang, Mercer, Merchant, Mitchell, Mockler, Peterson, Poulin, Raine, Rivard, Rompkey, C.P., et Stratton

Greffière du comité

Jessica Richardson

Recherche et soutien administratif

Jennifer Bird (Bibliothèque du Parlement)

Lyne Héroux (adjointe administrative) (jusqu'à octobre 2009)

Brigitte Martineau (adjointe administrative) (à partir d'octobre 2009)

40^e législature, 3^e session (4 mars 2010)

Présidente

L'honorable sénatrice Joan Fraser (libérale)

Vice-président

L'honorable sénateur John D. Wallace (conservateur)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection)

Les honorables sénateurs Angus, Baker, C.P., Boisvenu, Carignan, Carstairs, C.P., *Cowan (ou Tardif), Fraser, Joyal, C.P., Lang, *LeBreton, C.P. (ou Comeau), Rivest, Runciman, Wallace et Watt

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité

Les honorables sénateurs Patterson et Raine

Greffière du comité

Shaila Anwar

Recherche et soutien administratif

Jennifer Bird et Cynthia Kirkby (Bibliothèque du Parlement)

Tracy Amendola (adjointe administrative)

Comité permanent des affaires sociales, des sciences et de la technologie

A. Renseignements généraux

Au cours de la deuxième session de la quarantième législature, le comité a poursuivi et terminé son étude spéciale sur l'apprentissage et la garde des jeunes enfants au Canada. En avril 2009, après avoir entendu les témoignages de fournisseurs et d'intervenants dans le secteur des services de garde du Canada, de représentants de Ressources humaines et Développement social Canada et de spécialistes canadiens et étrangers du développement humain, le comité a présenté son rapport final, *Éducation et garde de jeunes enfants : Prochaines étapes*.

Le comité a également entrepris une étude sur l'accessibilité à l'enseignement postsecondaire au Canada. L'étude a été interrompue par la prorogation du Parlement.

En outre, six projets de loi ont été renvoyés au comité : S-201, Loi modifiant la Loi sur la Bibliothèque et les Archives du Canada (Musée national du portait); S-217, Loi modifiant la Journée nationale de la philanthropie; C-6, Loi concernant la sécurité des produits de consommation; C-11, Loi visant à promouvoir la sûreté des agents pathogènes humains et des toxines; C-32, Loi modifiant la Loi sur le tabac; S-210, Loi instituant la Journée mondiale de sensibilisation à l'autisme.

B. Rapports au Sénat en 2009-2010*

N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
40^e législature, 2^e session				
Deuxième	Projet de loi C-17 (Loi reconnaissant le Cimetière Beechwood comme le cimetière national du Canada)	2009-04-02	5	Rapport sur le projet de loi sans amendement
Troisième	Les grandes villes canadiennes	2009-04-23	-	Budget
Quatrième	La santé de la population canadienne	2009-04-23	-	Budget
Cinquième	État de l'apprentissage et de la garde des jeunes enfants au Canada	2009-04-28	-	Rapport final, <i>Éducation et garde de jeunes enfants : Prochaines étapes</i>

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2009-2010) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi qui a fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2009-2010, même si cette comparution remonte à un exercice précédent.
- Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq ans, 2006-2010) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi qui n'ont pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2009-2010.

N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
40^e législature, 2^e session (suite)				
Sixième	Projet de loi S-217 (Journée nationale de la philanthropie)	2009-05-14	1	Rapport sur le projet de loi avec deux amendements
Septième	Projet de loi S-210 (Journée mondiale de sensibilisation à l'autisme)	2009-05-14	5	Rapport sur le projet de loi sans amendement
Huitième	La santé de la population canadienne	2009-06-03	49	Rapport final, <i>Un Canada en santé et productif : Une approche axée sur les déterminants de la santé</i>
Neuvième	Projet de loi C-11 (agents pathogènes humains et toxines)	2009-06-22	16	Rapport sur le projet de loi sans amendement, mais avec des observations
Dixième	Projet de loi C-32 (Loi sur le tabac)	2009-10-01	21	Rapport sur le projet de loi sans amendement
Onzième	Les grandes villes canadiennes	2009-11-26	-	Budget
Douzième	Projet de loi C-6 (sécurité des produits de consommation)	2009-12-03	21	Rapport sur le projet de loi avec 17 amendements
Treizième	Les grandes villes canadiennes	2009-12-08	51	Rapport provisoire, <i>Pauvreté, logement, itinérance : Les trois fronts de la lutte contre l'exclusion</i>
40^e législature, 3^e session				
Premier	Article 104 du <i>Règlement</i>	2010-03-18	-	Dépenses de la session précédente

C. Activités du comité : comparaison sur cinq ans, 2006-2010

Exercice	Nombre de réunion	Nombre d'heures de réunion	Nombre d'heures d'information	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2009-2010	27	44,5	-	89	13
2008-2009	9	8,9	-	15	10
2007-2008	27	47,5	-	102	16
2006-2007	30	48,8	-	127	12
2005-2006	41	105,9	11,2	256	6

D. Dépenses de l'exercice 2009-2010

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport)

Dépenses budgétaires	Néant
Dépenses des témoins	<u>14 251 \$</u>
TOTAL	14 251 \$

E. Membres du comité pendant l'exercice 2009-2010

(*membres d'office)

40^e législature, 2^e session

Président

L'honorable sénateur Art Eggleton, C.P. (libéral)

Vice-président

L'honorable sénateur Wilbert Joseph Keon (conservateur)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection)

Les honorables sénateurs Callbeck, Champagne, C.P., Cook, Cordy, *Cowan (ou Tardif), Dyck, Eaton, Eggleton, C.P., Fairbairn, C.P., Keon, *LeBreton, C.P. (ou Comeau), Martin, Pépin et Segal

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité

Les honorables sénateurs Banks, Brazeau, Cochrane, Corbin, Day, Dawson, Downe, Hubley, Grafstein, Lang, McCoy, Mercer, Merchant, Mitchell, Munson, Nolin, Ogilvie, Peterson, Raine, Rivard, Rompkey, C.P., Stewart Olsen et Stratton

Greffière du comité

Keli Hogan

Recherche et soutien administratif

Havi Echenberg et Daniel Thompson (Bibliothèque du Parlement)
Monique Régimbald (adjointe administrative)

40^e législature, 3^e session (4 mars 2010)

Président

L'honorable sénateur Art Eggleton, C.P. (libéral)

Vice-président

L'honorable sénateur Kelvin Kenneth Ogilvie (conservateur)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection)

Les honorables sénateurs Callbeck, Champagne, C.P., Cordy, *Cowan (ou Tardif), Demers, Dyck, Eaton, Eggleton, C.P., Keon, *LeBreton, C.P. (ou Comeau), Martin, Merchant, Ogilvie et Seidman

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité

Les honorables sénateurs Mercer et Rivard

Greffière du comité

Jessica Richardson

Recherche et soutien administratif

Havi Echenberg et Daniel Thompson (Bibliothèque du Parlement)

Maritza Jean-Pierre (adjointe administrative)

Sous-comité sur les villes

A. Renseignements généraux

Le sous-comité a poursuivi son étude des problèmes sociaux actuels dans les grandes villes canadiennes. Pour s'acquitter de son mandat, le sous-comité a adopté un plan de travail qui divisait son examen en quatre grandes composantes, dont la première est l'étude de la capacité des grandes villes du Canada de relever de lourds défis sociaux à un moment où les ordres supérieurs de gouvernement renvoient de nombreuses responsabilités aux municipalités. En décembre 2009, le sous-comité a terminé son étude de la première composante et a présenté un rapport provisoire, *Pauvreté, logement, itinérance : les trois fronts de la lutte contre l'exclusion*, contenant 74 recommandations au gouvernement fédéral. L'étude a été interrompue par la prorogation du Parlement.

B. Rapports au Sénat en 2009-2010*

Le Sous-comité sur les villes relève du Comité sénatorial permanent des affaires sociales, des sciences et de la technologie.

C. Activités du sous-comité

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre d'heures d'information	Nombre de témoins
2009-2010	14	25,1	38,4	51
2008-2009	17	36,5	8,9	91
2007-2008	3	0,8		-
2006-2007	2	1,6		6

D. Dépenses de l'exercice 2009-2010

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport)

Dépenses budgétaires	81 701 \$
Dépenses des témoins	<u>25 440 \$</u>
TOTAL	107 141 \$

* * Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2009-2010) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi qui a fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2009-2010, même si cette comparution remonte à un exercice précédent.
- Le tableau C (Activités du sous-comité) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi qui n'ont pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2009-2010.

E. Membres du sous-comité pendant l'exercice 2009-2010

(*membres d'office)

40^e législature, 2^e session

Président

L'honorable Art Eggleton, C.P. (libéral)

Vice-président

L'honorable sénateur Hugh Segal (conservateur)

Membres du sous-comité (nommés par le comité)

Les honorables sénateurs Cordy, Dyck, Eggleton, C.P., Martin et Segal

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du sous-comité

Les honorables sénateurs Dawson, Keon, Lang, Merchant, Munson, Pépin et Stratton

Greffière du comité

Keli Hogan

Recherche et soutien administratif

Havi Echenberg (Bibliothèque du Parlement)

Monique Régimbald (adjointe administrative)

40^e législature, 3^e session

Le sous-comité n'a pas été créé.

Sous-comité sur la santé des populations

A. Renseignements généraux

Au cours de la deuxième session de la quarantième législature, le Sous-comité sur la santé des populations a terminé son étude sur les divers facteurs et situations qui contribuent à la santé de la population canadienne. En juin 2009, le comité a présenté son rapport final, *Un Canada en santé et productif : une approche axée sur les déterminants de la santé*. Il y formule 22 recommandations et encourage fortement le gouvernement à agir pour élaborer et mettre en œuvre une politique sur la santé de la population au niveau fédéral.

B. Rapports au Sénat en 2009-2010*

Le Sous-comité sur la santé des populations relève du Comité sénatorial permanent des affaires sociales, des sciences et de la technologie.

C. Activités du sous-comité

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre d'heures d'information	Nombre de témoins
2009-2010	3	3,1	-	3
2008-2009	22	36,6	34,5	93
2007-2008	18	29,7	62,9	58
2006-2007	5	7,3	-	12

D. Dépenses de l'exercice 2009-2010

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport)

Dépenses budgétaires	9 406 \$
Dépenses des témoins	<u>3 784 \$</u>
TOTAL	13 190 \$

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2009-2010) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi qui a fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2009-2010, même si cette comparution remonte à un exercice précédent.
- Le tableau C (Activités du sous-comité) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi qui n'ont pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2009-2010.

E. Membres du sous-comité pendant l'exercice 2009-2010

(*membres d'office)

40^e législature, 2^e session

Président

L'honorable sénateur Wilbert Joseph Keon (conservateur)

Vice-présidente

L'honorable sénatrice Lucie Pépin (libérale)

Membres du sous-comité (nommés par le comité)

Les honorables sénateurs Callbeck, Champagne, C.P., Cook, Eaton, Fairbairn, C.P., Keon et Pépin

Autres sénateurs qui ont participé aux travaux du sous-comité

Les honorables sénateurs Eggleton, C.P., Segal et Stratton

Greffière du comité

Keli Hogan

Recherche et soutien administratif

Michael Toye et Odette Madore (Bibliothèque du Parlement)

Monique Régimbald (adjointe administrative)

40^e législature, 3^e session

Le sous-comité n'a pas été créé.

Comité permanent de l'agriculture et des forêts

A. Renseignements généraux

Au cours de l'exercice 2009-2010, le Comité sénatorial permanent de l'agriculture et des forêts a été chargé du nouveau mandat d'examiner, pour en faire rapport, l'état actuel et les perspectives d'avenir du secteur forestier au Canada. Conformément à cet ordre de renvoi, le comité a déposé, en décembre 2009, un rapport provisoire intitulé *Le secteur forestier canadien : passé, présent, futur*. Ce rapport pose un diagnostic sur les problèmes de l'industrie forestière. Plus précisément, il décrit les causes et les origines de la crise qui frappe actuellement l'industrie forestière, et il évalue également le rôle et les responsabilités du gouvernement fédéral dans ce secteur. Dans ce rapport provisoire, le comité formule quatre recommandations et propose des thèmes pour la suite de l'étude.

Le comité a aussi demandé une réponse du gouvernement à l'un de ses précédents rapports intitulé *Au-delà de l'exode : mettre un terme à la pauvreté rurale*. Pour des raisons procédurales, le rapport a été déposé de nouveau au Sénat, et la réponse du gouvernement a été reçue et déposée le 17 novembre 2009.

B. Rapports au Sénat en 2009-2010*

N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
40^e législature, 2^e session				
Deuxième	Étude du secteur forestier	2009-05-07	-	Budget
Troisième	Étude de l'agriculture et de l'agroalimentaire	2009-05-07	-	Budget
Quatrième	Pauvreté rurale au Canada	2009-06-04	-	Rapport final, <i>Au-delà de l'exode : mettre un terme à la pauvreté rurale</i>
Cinquième	Projet de loi C-29 (sur les prêts agricoles – abrogeant la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles)	2009-06-11	4	Rapport sur le projet de loi sans amendement
Sixième	Étude du secteur forestier	2009-10-01	-	Budget supplémentaire
Septième	Étude du secteur forestier	2009-12-10	-	Budget

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2009-2010) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi qui a fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2009-2010, même si cette comparution remonte à un exercice précédent.
- Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq ans, 2006-2010) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi qui n'ont pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2009-2010.

N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
40^e législature, 2^e session (suite)				
Huitième	Étude du secteur forestier	2009-12-10	70	Rapport provisoire, <i>Le secteur forestier canadien : passé, présent, futur</i>
40^e législature, 3^e session				
Premier	Article 104 du <i>Règlement</i>	2010-03-10	-	Dépenses de la session précédente

C. Activités du comité : comparaison sur cinq ans, 2006-2010

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre d'heures d'information	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2009-2010	34	56,6	17,0	83	8
2008-2009	19	28,1	-	38	5
2007-2008	38	73,8	-	172	6
2006-2007	59	109,3	18,4	213	8
2005-2006	10	12,4	-	27	4

D. Dépenses de l'exercice 2009-2010

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport)

Dépenses budgétaires	43 491 \$
Dépenses des témoins	<u>41 599 \$</u>
TOTAL	85 090 \$

E. Membres du comité pendant l'exercice 2009-2010

(* membres d'office)

40^e législature, 2^e session

Président

L'honorable sénateur Percy Mockler (conservateur)

Vice-présidente

L'honorable sénatrice Joyce Fairbairn, C.P. (libérale)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection)

Les honorables sénateurs Baker, C.P., Callbeck, *Cowan (ou Tardif), Duffy, Eaton, Fairbairn, C.P., Housakos, *LeBreton, C.P. (ou Comeau), Lovelace Nicholas, Mahovlich, Mercer, Milne, Mockler et Rivard

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité

Les honorables sénateurs Brazeau, Campbell, Carignan, Carstairs, C.P., Cordy, Duffy, Finley, Grafstein, Housakos, Johnson, Martin, Meighen, Munson, Plett, Poy, Poulin, Sibbeston, Stewart Olsen et Tkachuk

Greffière du comité

Josée Therien

Recherche et soutien administratif

Frédéric Forge et Mathieu Frigon (Bibliothèque du Parlement)

Nicole Raymond (adjoïnte administrative)

40^e législature, 3^e session (4 mars 2010)

Président

L'honorable sénateur Percy Mockler (conservateur)

Vice-président

L'honorable sénateur Fernand Robichaud, C.P. (libéral)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection)

Les honorables sénateurs *Cowan (ou Tardif), Duffy, Eaton, Fairbairn, C.P., *LeBreton, C.P. (ou Comeau), Lovelace Nicholas, Mahovlich, Mercer, Mockler, Ogilvie, Plett, Rivard, Robichaud, C.P., et Segal

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité

Les honorables sénateurs Finley et Raine

Greffière du comité

Josée Therien

Recherche et soutien administratif

David Suprenant et Mathieu Frigon (Bibliothèque du Parlement)

Nicole Raymond (adjoïnte administrative)

Comité permanent des banques et du commerce

A. Renseignements généraux

En 2009-2010, le comité a étudié quatre projets de loi :

- Le projet de loi S-8, Loi mettant en œuvre des conventions et des protocoles conclus entre le Canada et la Colombie, la Grèce et la Turquie en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu.
- Le projet de loi S-232, Loi modifiant la Loi sur les brevets (drogues utilisées à des fins humanitaires internationales) et une autre loi en conséquence.
- Le projet de loi C-4, Loi régissant les organisations à but non lucratif et certaines personnes morales.
- Le projet de loi S-203, Loi modifiant la Loi sur la Banque de développement du Canada (obligations municipales pour infrastructures) et une autre loi en conséquence.

B. Rapports au Sénat en 2009-2010*

N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
40^e législature, 2^e session				
Deuxième	C-10 (éléments concernant la Loi sur la concurrence (Partie 12) – Loi d'exécution du budget de 2009)	2009-06-09	12	Rapport final, <i>Récentes modifications de la Loi sur la concurrence : Un travail inachevé</i>
Troisième	Projet de loi C-4 (organisations à but non lucratif)	2009-06-22	10	Rapport sur le projet de loi sans amendement, mais avec des observations
Quatrième	Systèmes de cartes de crédit et de cartes de débit au Canada	2009-06-30	28	Rapport final, <i>Les systèmes de cartes de crédit et de cartes de débit au Canada : transparence, pondération et choix</i>

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2009-2010) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi qui a fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2009-2010, même si cette comparution remonte à un exercice précédent.
- Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq ans, 2006-2010) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi qui n'ont pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2009-2010.

N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
40^e législature, 2^e session (suite)				
Cinquième	Projet de loi S-8 (Loi de 2009 mettant en œuvre des conventions et des protocoles conclus entre le Canada et la Colombie, la Grèce et la Turquie)	2009-12-10	4	Rapport sur le projet de loi sans amendement
40^e législature, 3^e session				
Premier	Article 104 du <i>Règlement</i>	2010-03-11	-	Dépenses de la session précédente

C. Activités du comité : comparaison sur cinq ans, 2006-2010

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre d'heures d'information	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2009-2010	35	60,0	-	98	5
2008-2009	22	43,0	-	98	2
2007-2008	31	56,2	-	121	11
2006-2007	36	70,6	25	153	14
2005-2006	27	55,5	-	107	11

D. Dépenses de l'exercice 2009-2010

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport)

Dépenses budgétaires	5 800 \$
Dépenses des témoins	<u>10 099 \$</u>
TOTAL	15 899 \$

E. Membres du comité pendant l'exercice 2009-2010

(* membres d'office)

40^e législature, 2^e session

Président

L'honorable sénateur Michael A. Meighen (conservateur)

Vice-présidente

L'honorable sénatrice Céline Hervieux-Payette, C.P. (libérale)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection)

Les honorables sénateurs *Cowan (ou Tardif), Eyton, Fox, C.P., Gerstein, Goldstein, Greene, Harb, Hervieux-Payette, C.P., *LeBreton, C.P. (ou Comeau), Massicotte, Meighen, Moore, Oliver et Ringuette

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité

Les honorables sénateurs Banks, Callbeck, Carstairs, C.P., Dawson, Day, Di Nino, Frum, Greene, Hubley, Johnson, Mahovlich, Merchant, Peterson, Raine, Robichaud, C.P., Tkachuk et Zimmer

Greffière du comité

Line Gravel

Recherche et soutien administratif

Marc-André Pigeon (Bibliothèque du Parlement)
Louise Pronovost (adjoindte administrative)

40^e législature, 3^e session (4 mars 2010)

Président

L'honorable sénateur Michael A. Meighen (conservateur)

Vice-présidente

L'honorable sénatrice Céline Hervieux-Payette, C.P. (libérale)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection)

Les honorables sénateurs *Cowan (ou Tardif), Gerstein, Greene, Harb, Hervieux-Payette, C.P., Kochhar, *LeBreton, C.P. (ou Comeau), Massicotte, Meighen, Moore, Oliver, Ringuette, Rivard et St. Germain, C.P.

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité

Les honorables sénateurs Di Nino, Seidman et Tkachuk

Greffière du comité

Line Gravel

Recherche et soutien administratif

John Bulmer (Bibliothèque du Parlement)
Louise Pronovost (adjoindte administrative)

Comité permanent sur les conflits d'intérêts des sénateurs

A. Renseignements généraux

Le Comité permanent sur les conflits d'intérêts des sénateurs a été créé en vertu du *Règlement du Sénat* pour se charger de toutes les questions ayant trait au *Code régissant les conflits d'intérêts des sénateurs*, adopté en 2005, et pour diriger de façon générale le conseiller sénatorial en éthique. Ses responsabilités sont expliquées en détail dans le Code.

La composition du comité est établie selon un processus qui diffère de celui suivi pour la plupart des autres comités. Le Code prévoit ainsi que deux membres sont élus par scrutin secret par le caucus du gouvernement et deux autres par le caucus de l'opposition; le cinquième membre est élu par ces quatre membres. Le président du comité est élu par au moins quatre de ses membres.

B. Rapports au Sénat en 2009-2010*

N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
40^e législature, 2^e session				
Premier	Article 104 du <i>Règlement</i>	2009-04-01	-	Dépenses de la session précédente
Deuxième	Conformément à l'alinéa 86(1)t) du <i>Règlement</i>	2009-04-28	-	Budget

C. Activités du comité : comparaison sur cinq ans, 2006-2010

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2009-2010	6	7,4	1	2
2008-2009	9	9,2	-	2
2007-2008	7	7,4	-	2
2006-2007	3	1,4	-	1
2005-2006	6	15,4	-	-

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2009-2010) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi qui a fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2009-2010, même si cette comparution remonte à un exercice précédent.
- Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq ans, 2006-2010) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi qui n'ont pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2009-2010.

D. Dépenses de l'exercice 2009-2010

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport)

Dépenses budgétaires	Néant
Dépenses des témoins	<u>Néant</u>
TOTAL	Néant

E. Membres du comité pendant l'exercice 2009-2010

(* membres d'office)

40^e législature, 2^e session

Président

L'honorable sénateur Serge Joyal, C.P. (libéral)

Vice-présidente

L'honorable sénatrice Raynell Andreychuk (conservatrice)

Membres du comité (composition adoptée par motion du Sénat)

Les honorables sénateurs Andreychuk, Angus, Carstairs, C.P., Joyal, C.P., et Robichaud, C.P.

Greffier du comité

Blair Armitage

Recherche et soutien administratif

Michel Bédard (Bibliothèque du Parlement)

Denine Martin (adjointe administrative)

40^e législature, 3^e session

Les membres n'ont pas été nommés avant le 31 mars 2010.

Comité permanent des droits de la personne

A. Renseignements généraux

En mars 2009, le comité a demandé et reçu un certain nombre d'ordres de renvoi du Sénat afin de poursuivre des études précédentes, notamment : 1) surveiller la mise en oeuvre du rapport du comité intitulé *Un toit précaire : Les biens matrimoniaux situés dans les réserves*, déposé au Sénat le 4 novembre 2003; 2) étudier diverses questions ayant trait aux droits de la personne et examiner, entre autres choses, les mécanismes du gouvernement pour que le Canada respecte ses obligations nationales et internationales en matière de droits de la personne; 3) examiner des questions de discrimination dans les pratiques d'embauche et de promotion de la Fonction publique fédérale, étudier la mesure dans laquelle les objectifs pour atteindre l'équité en matière d'emploi pour les groupes minoritaires sont réalisés, examiner l'évolution du marché du travail pour les groupes des minorités visibles dans le secteur privé; et 4) surveiller la mise en oeuvre des recommandations contenues dans le rapport du comité intitulé *Les enfants : des citoyens sans voix — Mise en oeuvre efficace des obligations internationales du Canada relatives aux droits des enfants*, qui a été déposé au Sénat le 25 avril 2007.

En plus de l'ordre de renvoi d'étudier diverses questions ayant trait aux droits de la personne et d'examiner, entre autres choses, les mécanismes du gouvernement pour que le Canada respecte ses obligations nationales et internationales en matière de droits de la personne, le comité a concentré son attention sur deux questions principales.

La première avait trait à l'intérêt continu du comité envers le travail du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies. En 2009-2010, le comité s'est concentré sur le processus d'examen périodique universel du Conseil, et sur le processus d'examen périodique du Canada devant le Conseil. Le comité a déposé un bref rapport concernant cet examen. De façon particulière, le rapport a conclu que les processus et les procédures entrepris afin d'élaborer l'examen périodique universel du Canada manquaient de clarté et de transparence. Il recommandait que le gouvernement du Canada élabore et annonce publiquement un plan en vue du prochain examen périodique universel qui pourrait établir un engagement large et sincère avec les intéressés, les parlementaires et le public canadien.

Le comité a également entrepris d'étudier les questions ayant trait à la Résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies relative aux femmes, à la paix et à la sécurité, et les résolutions qui l'ont remplacée. Le comité a tenu quatre réunions sur ce sujet et entendu une gamme de témoins.

En plus de son travail continu, le comité a entrepris une nouvelle étude des questions relatives à l'exploitation sexuelle des enfants au Canada. Il y a eu huit réunions concernant l'étude en question.

Le comité s'est penché sur une mesure législative au cours de la session. Le comité a étudié le projet de loi S-223, Loi modifiant la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés et édictant certaines autres mesures afin de fournir aide et protection aux victimes du trafic de personnes. Il en fait rapport au Sénat avec amendements le 8 décembre 2009.

Finalement, en approuvant la *Loi d'exécution du budget de 2009*, le Sénat a renvoyé divers éléments de la loi à un certain nombre de comités pour examen *post facto* additionnel. Plus particulièrement, il a été demandé au Comité sénatorial permanent des droits de la personne d'examiner la Partie 11, qui contenait la *Loi sur l'équité dans la rémunération du secteur public*. Le comité a tenu trois réunions sur ce sujet et a fait rapport de ses recommandations au Sénat le 11 juin 2009.

B. Rapports au Sénat en 2009-2010*

N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
40^e législature, 2^e session				
Deuxième	Obligations nationales et internationales du Canada en matière de droits de la personne	2009-05-28	18	Rapport intérimaire, <i>Examen périodique universel du Canada devant le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies</i>
Troisième	Loi d'exécution du budget de 2009; éléments qui touchent la rémunération équitable	2009-06-11	10	Rapport final, <i>La Loi sur l'équité dans la rémunération du secteur public</i>
Quatrième	Projet de loi S-223 (Immigration et protection des réfugiés)	2009-12-08	8	Rapport sur le projet de loi avec 10 amendements
Cinquième	Obligations nationales et internationales du Canada en matière de droits de la personne	2009-12-10	-	Budget
40^e législature, 3^e session				
Premier	Article 104 du <i>Règlement</i>	2010-03-16	-	Dépenses de la session précédente

C. Activités du comité : comparaison sur cinq ans, 2006-2010

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre d'heures d'information	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2009-2010	20	47,1	-	120	5
2008-2009	14	33,1	-	78	8
2007-2008	16	28,7	25,6	63	10
2006-2007	24	58,3	13,6	125	9
2005-2006	18	38,9	41,0	101	3

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2009-2010) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi qui a fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2009-2010, même si cette comparution remonte à un exercice précédent.
- Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq ans, 2006-2010) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi qui n'ont pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2009-2010.

D. Dépenses pour l'exercice 2009-2010

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport)

Dépenses budgétaires	Néant
Dépenses des témoins	<u>13 626 \$</u>
TOTAL	13 626 \$

E. Membres du comité pendant l'exercice 2009-2010

(* membres d'office)

40^e législature, 2^e session

Présidente

L'honorable sénatrice Raynell Andreychuk (conservatrice)

Vice-présidente

L'honorable sénatrice Mobina Jaffer (libérale)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection)

Les honorables sénateurs Andreychuk, Brazeau, *Cowan (ou Tardif), Dallaire, Goldstein, Jaffer, *LeBreton, C.P. (ou Comeau), Nancy Ruth, Martin, Pépin et Poy

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité

Les honorables sénateurs Adams, Campbell, Demers, Lovelace-Nicholas, McCoy, Mitchell, Mercer, Munson, Neufeld, Peterson, Ringuette, Stratton et Zimmer

Greffier du comité

Adam Thompson

Recherche et soutien administratif

Julian Walker (Bibliothèque du Parlement)

Debbie Larocque (adjointe administrative)

40^e législature, 3^e session (4 mars 2010)

Présidente

L'honorable sénatrice Janis G. Johnson (conservatrice)

Vice-présidente

L'honorable sénatrice Mobina Jaffer (libérale)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection)

Les honorables sénateurs Andreychuk, Baker, C.P., Brazeau, *Cowan (ou Tardif), Dallaire, Jaffer, Johnson, Kochhar, *LeBreton, C.P. (ou Comeau), Mitchell et Nancy Ruth

Greffier du comité

Adam Thompson

Recherche et soutien administratif

Julian Walker (Bibliothèque du Parlement)

Debbie Larocque (adjointe administrative)

Comité permanent de l'énergie, de l'environnement et des ressources naturelles

A. Renseignements généraux

Le comité traite des questions concernant l'énergie, l'environnement et les ressources naturelles en général, y compris : les mines et les ressources naturelles autres que les pêches et les forêts; les pipelines, les lignes de transmission et le transport de l'énergie; l'environnement; et toute autre question relative à l'énergie.

Le projet de loi C-10, Loi portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 27 janvier 2009 et mettant en œuvre des mesures fiscales connexes (la « Loi d'exécution du budget de 2009 »), a reçu la sanction royale le 12 mars 2009. Il proposait de nombreuses mesures visant à mettre en œuvre le Plan d'action économique du Canada, dont des modifications à la *Loi sur la protection des eaux navigables*. Au printemps 2009, le comité a été chargé par le Sénat d'étudier, afin d'en faire rapport, les éléments du projet de loi C-10 concernant la *Loi sur la protection des eaux navigables*. Le comité a mené une étude détaillée, au cours de laquelle il a entendu 34 témoins pendant neuf réunions et reçu 13 mémoires officiels et des lettres du public et de groupes d'intérêts particuliers. Le comité a déposé son rapport en juin, dans lequel il a formulé quatre recommandations importantes au gouvernement fédéral.

Le 4 juin 2009, le Sénat a autorisé le comité à examiner l'état actuel et le futur du secteur de l'énergie au Canada (y compris les énergies de remplacement) et à en faire rapport. À l'automne 2009, le comité s'est donc rendu à Washington pour une mission d'information au cours de laquelle il a rencontré des groupes et des particuliers pour discuter de diverses questions relevant de son mandat. À son retour, le comité a entamé la première phase de son étude de deux ans en invitant des experts en matière d'énergie pour discuter de sujets clés, dont :

- l'avenir de l'approvisionnement et de la demande en énergie;
- le rôle du Canada comme fournisseur d'énergie;
- les principaux facteurs influant sur la filière énergétique canadienne;
- les politiques sur le changement climatique et la fixation du prix du carbone – leur incidence sur la filière énergétique;
- les technologies clés (y compris le captage et la séquestration du carbone), et les autres.

Le 11 mars 2010, le Sénat a de nouveau autorisé le comité à examiner l'état actuel et le futur du secteur de l'énergie au Canada (y compris les énergies de remplacement) et à en faire rapport. Le comité a poursuivi son étude, en recueillant les témoignages d'experts, dans l'intention de publier un rapport provisoire à la fin du printemps 2010.

Le comité a aussi étudié cinq projets de loi au cours de l'exercice 2009-2010 :

- Projet de loi S-212, Loi modifiant la Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999). Le comité avait tenu deux réunions sur ce projet de loi au moment de la prorogation.
- Projet de loi C-38, Loi modifiant la Loi sur les parcs nationaux du Canada en vue de l'agrandissement de la réserve à vocation de parc national Nahanni du Canada. Le comité en a fait rapport au Sénat sans amendement, le 18 juin 2009.
- Projet de loi C-16, Loi modifiant certaines lois environnementales et édictant des dispositions ayant trait au contrôle d'application de lois environnementales. Le comité en a fait rapport au Sénat sans amendement et avec observations le 11 juin 2009.

- Projet de loi S-208, Loi modifiant la Loi sur les aliments et drogues (eau potable saine). Le comité en a fait rapport au Sénat sans amendement le 18 juin 2009.
- Projet de loi S-216, Loi modifiant la Loi fédérale sur le développement durable et la Loi sur le vérificateur général (participation du Parlement). Le comité en a fait rapport au Sénat sans amendement le 2 avril 2009.

B. Rapports au Sénat en 2009-2010*

N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
40^e législature, 2^e session				
Cinquième	Projet de loi S-216 (Loi fédérale sur le développement durable et la Loi sur le vérificateur général – participation du Parlement)	2009-04-02	1	Rapport sur le projet de loi sans amendement
Sixième	Nouvelles questions	2009-05-13	-	Rapport provisoire, <i>Le Nord canadien : À traiter avec respect</i>
Septième	Nouvelles questions	2009-05-27	-	Rapport provisoire, <i>Conférence GLOBE 2008</i>
Huitième	Projet de loi C-16 (lois environnementales)	2009-06-11	12	Rapport sur le projet de loi sans amendement, mais avec des observations
Neuvième	Loi d'exécution du budget de 2009 : Loi sur la protection des eaux navigables (Partie 7)	2009-06-11	34	Rapport final, <i>Rapport sur le projet de loi C-10, Loi sur la protection des eaux navigables</i>
Dixième	Nouvelles questions	2009-06-11	-	Budget
Onzième	Projet de loi C-38 (agrandissement de la réserve de parc national Nahanni)	2009-06-17	2	Rapport sur le projet de loi sans amendement

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2009-2010) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi qui a fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2009-2010, même si cette comparution remonte à un exercice précédent.
- Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq ans, 2006-2010) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi qui n'ont pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2009-2010.

N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
40^e législature, 2^e session (suite)				
Douzième	Projet de loi S-208 (Loi sur les aliments et drogues – eau potable saine)	2009-06-18	1	Rapport sur le projet de loi sans amendement
Treizième	État actuel et futur du secteur de l'énergie du Canada	2009-11-26	-	Budget
Quatorzième	État actuel et futur du secteur de l'énergie du Canada	2009-12-10	-	Budget
40^e législature, 3^e session				
Premier	Article 104 du <i>Règlement</i>	2010-03-10	-	Dépenses de la session précédente
Deuxième	État actuel et futur du secteur de l'énergie du Canada	2010-03-18	-	Budget

C. Activités du comité : comparaison sur cinq ans, 2006-2010

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre d'heures d'information	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2009-2010	34	62,9	25,0	85	12
2008-2009	22	44,6	36,0	71	10
2007-2008	30	46,0	-	48	9
2006-2007	33	53,6	12,0	76	5
2005-2006	22	48,7	41,6	70	7

D. Dépenses de l'exercice 2009-2010

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport)

Dépenses budgétaires	129 904 \$
Dépenses des témoins	<u>23 228 \$</u>
TOTAL	153 132 \$

E. Membres du comité pendant l'exercice 2009-2010

(* membres d'office)

40^e législature, 2^e session

Président

L'honorable sénateur W. David Angus (conservateur)

Vice-président

L'honorable sénateur Grant Mitchell (libéral)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection)

Les honorables sénateurs Adams, Angus, Banks, *Cowan (ou Tardif), Kenny, Lang, *LeBreton, C.P. (ou Comeau), Merchant, Mitchell, Neufeld, Peterson, Sibbeston, Spivak et St. Germain, C.P.

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité

Les honorables sénateurs Brown, Callbeck, Campbell, Cowan, Dickson, Di Nino, Fraser, Frum, Hervieux-Payette, C.P., Manning, Meighen, McCoy, Milne, Munson, Raine, Rompkey, C.P., et Seidman

Greffière du comité

Lynn Gordon

Recherche et soutien administratif

Marc LeBlanc et Sam Banks (Bibliothèque du Parlement)

Chelsea Saville (adjoindte administrative)

40^e législature, 3^e session (4 mars 2010)

Président

L'honorable sénateur W. David Angus (conservateur)

Vice-président

L'honorable sénateur Grant Mitchell (libéral)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection)

Les honorables sénateurs Angus, Banks, Brown, *Cowan (ou Tardif), Frum, Housakos, Lang, *LeBreton, C.P. (ou Comeau), McCoy, Merchant, Mitchell, Neufeld, Peterson et Seidman

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité

Les honorables sénateurs Massicotte et Raine

Greffière du comité

Lynn Gordon

Recherche et soutien administratif

Marc LeBlanc et Sam Banks (Bibliothèque du Parlement)

Chelsea Saville (adjoindte administrative)

Comité permanent des finances nationales

A. Renseignements généraux

Le comité a été créé en mai 1919 sous le nom de Comité des finances. Il est devenu le Comité des finances nationales en 1968. Les travaux du comité sont concentrés sur les questions relatives aux dépenses gouvernementales. Comme il est énoncé dans le *Règlement du Sénat du Canada* (alinéa 86(1)i)), le comité a le mandat d'examiner les questions ayant trait au Budget fédéral en général, y compris :

- i. les comptes nationaux et le rapport du vérificateur général; et
- ii. les finances publiques

Le comité consacre une grande partie de ses travaux à l'examen du Budget du gouvernement et des questions concernant l'examen.

Étude du budget et des mesures législatives

Comme à l'habitude, le comité a consacré une grande partie de son attention sur le budget, qui énonce le plan de dépenses du gouvernement. Le comité a tenu plusieurs réunions afin d'examiner divers aspects des prévisions de dépenses du gouvernement pour 2009-2010 et 2010-2011, y compris le *Budget supplémentaire des dépenses (B) 2008-2009*, le *Budget supplémentaire des dépenses (C) 2008-2009*, le *Budget supplémentaire des dépenses (A) 2009-2010*, le *Budget supplémentaire des dépenses (B) 2009-2010*, et le *Budget supplémentaire des dépenses (C) 2009-2010*. Au cours de ces examens, une vaste gamme de questions ont été soumises à l'attention du Sénat par le comité.

Dans le cadre de ses audiences sur le *Budget principal des dépenses 2009-2010*, le comité s'est concentré sur une gamme de questions, y compris le nouveau Crédit 35 du Conseil du Trésor – *Initiatives d'exécution du Budget*, le financement et les opérations d'Énergie atomique du Canada limitée, les dépenses du ministère de la Défense nationale, les opérations de la Monnaie royale canadienne et du Bureau du Conseil privé. En plus, au cours de ses audiences sur le Budget principal, le comité a examiné à diverses occasions deux mesures du Cadre de financement exceptionnel, soit le Programme d'achat de prêts hypothécaires assurés et la Facilité canadienne de crédit garanti. Comme c'est la coutume, le comité a entendu la Commission de la fonction publique du Canada.

Le comité a entrepris un examen préliminaire du *Budget principal des dépenses 2010-2011* en mars 2010, et il s'est penché sur une gamme de questions. Un examen plus approfondi de ces prévisions est censé suivre au cours de l'exercice 2010-2011.

Le comité a également fait rapport de six projets de loi.

- Le projet de loi C-10, Loi portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 27 janvier 2009 et mettant en oeuvre des mesures fiscales connexes – rapport sans amendement.
- Le projet de loi C-18, Loi modifiant la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, validant certains calculs et modifiant d'autres lois – rapport sans modification, avec observations.
- Le Projet de loi C-50, Loi modifiant la Loi sur l'assurance-emploi et augmentant les prestations – rapport sans amendement.
- Le projet de loi C-51, Loi portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 27 janvier 2009 et mettant en oeuvre des mesures fiscales connexes – rapport avec amendements.

- Le projet de loi C-62, Loi modifiant la Loi sur la taxe d'accise – rapport sans amendement, avec observations.
- Le projet de loi C-56, Loi modifiant la Loi sur l'assurance-emploi et modifiant d'autres lois en conséquence – rapport sans amendement, avec observations.

L'étude du projet de loi C-50 et celle du projet de loi C-56 ont été précédées toutes les deux par des études de l'objet de ces projets de loi. Dans les deux cas, le comité n'a pas fait rapport séparément de la pré-étude. De plus, les amendements rapportés par le comité en ce qui a trait au projet de loi C-51 ont été subséquemment déclarés irrecevables par le Président du Sénat et ont été retirés du rapport. Finalement, l'adoption du projet de loi C-10 a été suivie d'un examen poussé d'un certain nombre d'éléments de la loi, dont le comité a fait rapport dans son sixième rapport, déposé le 11 juin 2009.

En plus des projets de loi dont il a fait rapport, le comité a examiné le projet de loi S-227, Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu et la Loi sur la taxe d'accise (allègements fiscaux pour les habitants du Nunavik). Le comité a tenu deux réunions sur ce projet de loi, mais n'avait pas terminé son étude au moment de la prorogation de la 2^e session de la 40^e législature.

B. Rapports au Sénat en 2009-2010*

N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
40^e législature, 2^e session				
Sixième	Loi d'exécution du budget de 2009; Parties 1 à 6, 8 à 10 et 13 à 15, en particulier les parties traitant de l'assurance-emploi.	2009-06-11	22	Rapport final, <i>La Loi d'exécution du budget de 2009</i>
Septième	Projet de loi C-18 (Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada)	2009-06-11	4	Rapport sur le projet de loi sans amendement, mais avec observations
Huitième	Budget principal des dépenses 2009-2010	2009-06-11	45	Deuxième rapport intérimaire sur le Budget principal des dépenses 2009-2010
Neuvième	Budget supplémentaire des dépenses (A) 2009-2010	2009-06-16	11	Examen
Dixième	Projet de loi C-50 (Loi sur l'assurance-emploi)	2009-11-05	3	Rapport sur le projet de loi sans amendement

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2009-2010) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi qui a fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2009-2010, même si cette comparution remonte à un exercice précédent.
- Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq ans, 2006-2010) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi qui n'ont pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2009-2010.

N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
40^e législature, 2^e session (suite)				
Onzième	Budget supplémentaire des dépenses (B) 2009-2010	2009-12-08	8	Examen
Douzième	Projet de loi C-51 (Loi sur la reprise économique – mesures incitatives)	2009-12-08	27	Rapport sur le projet de loi avec 2 amendements
Treizième	Projet de loi C-62 (Loi sur la taxe d'accise)	2009-12-14	8	Rapport sur le projet de loi sans amendement, mais avec observations
Quatorzième	Projet de loi C-56 (Loi sur l'assurance-emploi)	2009-12-15	-	Rapport sur le projet de loi sans amendement, mais avec observations
40^e législature, 3^e session				
Premier	Article 104 du <i>Règlement</i>	2010-03-16	-	Dépenses de la session précédente
Deuxième	Budget supplémentaire des dépenses (C) 2009-2010	2010-03-24	14	Examen
Troisième	Budget principal des dépenses 2010-2011	2010-03-25	3	Examen

C. Activités du comité : comparaison sur cinq ans, 2006-2010

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre d'heures d'information	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2009-2010	44	75,9	-	183	12
2008-2009	31	56,2	-	126	12
2007-2008	35	64,3	-	129	15
2006-2007	32	53,1	-	82	13
2005-2006	28	50,0	27,0	77	12

D. Dépenses de l'exercice 2009-2010

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport)

Dépenses budgétaires	Néant
Dépenses des témoins	<u>6 384 \$</u>
TOTAL	6 384 \$

E. Membres du comité pendant l'exercice 2009-2010

(* membres d'office)

40^e législature, 2^e session

Président

L'honorable sénateur Joseph A. Day (libéral)

Vice-président

L'honorable Irving Gerstein (conservateur)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection)

Les honorables sénateurs Callbeck, Chaput, *Cowan (ou Tardif), Day, De Bané, C.P., Di Nino, Eggleton, C.P., Gerstein, *LeBreton, C.P. (ou Comeau), Mitchell, Nancy Ruth, Neufeld, Prud'homme, C.P., et Ringuette

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité

Les honorables sénateurs Andreychuk, Baker, C.P., Banks, Campbell, Carignan, Carstairs, C.P., Dawson, Dickson, Downe, Fairbairn, C.P., Finley, Fox, Greene, Harb, Lang, MacDonald, Mahovlich, Martin, Merchant, Milne, Munson, Nolin, Oliver, Peterson, Rivard, Robichaud, C.P., Stratton, Tkachuk et Wallin

Greffier du comité

Adam Thompson

Recherche et soutien administratif

Guy Beaumier (Bibliothèque du Parlement)

Natalie Lemay-Paquette (adjoindte administrative)

40^e législature, 3^e session (4 mars 2010)

Président

L'honorable sénateur Joseph A. Day (libéral)

Vice-président

L'honorable sénateur Irving Gerstein (conservateur)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection)

Les honorables sénateurs Callbeck, *Cowan (ou Tardif), Day, Dickson, Eggleton, C.P., Finley, Gerstein, *LeBreton, C.P. (ou Comeau), Marshall, Murray, C.P., Neufeld, Poulin (Charette), Ringuette et Runciman

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité

Les honorables sénateurs Ogilvie, Nancy Ruth, Peterson, Plett et Raine

Greffier du comité
Adam Thompson

Recherche et soutien administratif
Lydia Scratch et Sylvain Fleury (Bibliothèque du Parlement)
Natalie Lemay-Paquette (adjointe administrative)

Comité permanent des langues officielles

A. Renseignements généraux

Au cours de l'exercice 2009-2010, le comité a poursuivi son étude de la culture francophone au Canada, de l'utilisation des langues officielles pendant les Jeux olympiques et paralympiques d'hiver 2010 et de la mise en œuvre de la partie VII de la *Loi sur les langues officielles*. Il a entendu les témoignages de représentants de 11 ministères et organismes fédéraux, d'organisations représentant les communautés francophones et anglophones, du commissaire aux langues officielles et d'un ancien juge de la Cour suprême. Le comité voulait en savoir plus sur les progrès réalisés et les mesures prises récemment pour soutenir le développement des communautés de langue officielle en situation minoritaire et de la promotion de la dualité linguistique. Au cours de l'exercice, le comité s'est également penché sur d'autres questions, comme les services de santé offerts aux minorités linguistiques, la mise en œuvre de la *Feuille de route pour la dualité linguistique canadienne* par les ministères et organismes visés et la gestion des tests d'évaluation de langue seconde par la Commission de la fonction publique.

B. Rapports au Sénat en 2009-2010*

N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
40^e législature, 2^e session				
Deuxième	Application de la <i>Loi sur les langues officielles</i>	2009-06-02	-	Budget
Troisième	Application de la <i>Loi sur les langues officielles</i>	2009-06-04	65	Rapport provisoire, <i>Les arts et la culture francophones : croire, vouloir et vivre en milieu minoritaire</i>
Quatrième	Application de la <i>Loi sur les langues officielles</i>	2009-09-15	31	Rapport provisoire, <i>Refléter la dualité linguistique lors des Jeux olympiques et paralympiques d'hiver 2010 : Une occasion en or – rapport de suivi</i>
40^e législature, 3^e session				
Premier	Article 104 du <i>Règlement</i>	2010-03-16	-	Dépenses de la session précédente

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2009-2010) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi qui a fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2009-2010, même si cette comparution remonte à un exercice précédent.
- Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq ans, 2006-2010) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi qui n'ont pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2009-2010.

C. Activités du comité : comparaison sur cinq ans, 2006-2010

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre d'heures d'information	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2009-2010	21	37,3	11,0	70	4
2008-2009	16	30,4	11,0	64	5
2007-2008	18	25,2	-	40	6
2006-2007	25	44,6	-	99	5
2005-2006	6	15,7	40,7	7	2

D. Dépenses de l'exercice 2009-2010

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport)

Dépenses budgétaires	795 \$
Dépenses des témoins	<u>Néant</u>
TOTAL	795 \$

E. Membres du comité pendant l'exercice 2009-2010

(* membres d'office)

40^e législature, 2^e session

Présidente

L'honorable sénatrice Maria Chaput (libérale)

Vice-présidente

L'honorable sénatrice Andrée Champagne, C.P. (conservatrice)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection)

Les honorables sénateurs Champagne, C.P., Chaput, Comeau, *Cowan (ou Tardif), Fortin-Duplessis, Goldstein, Jaffer, *LeBreton, C.P. (ou Comeau), Losier-Cool, Mockler et Poulin

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité

Les honorables sénateurs Brazeau, Dawson, Duffy, Greene, Munson, Neufeld, Nolin, Pépin, Robichaud, C.P., Seidman et Tardif

Greffière du comité

Danielle Labonté

Recherche et soutien administratif

Marie-Ève Hudon (Bibliothèque du Parlement)

Louise Archambeault (adjoindte administrative)

40^e législature, 3^e session (4 mars 2010)

Présidente

L'honorable sénatrice Maria Chaput (libérale)

Vice-présidente

L'honorable sénatrice Andrée Champagne, C.P. (conservatrice)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection)

Les honorables sénateurs Boisvenu, Champagne, C.P., Chaput, De Bané, C.P., Fortin-Duplessis,

*LeBreton, C.P. (ou Comeau), Losier-Cool, Mockler, Seidman et Tardif

Greffière du comité

Danielle Labonté

Recherche et soutien administratif

Marie-Ève Hudon (Bibliothèque du Parlement)

Louise Archambeault (adjointe administrative)

Comité permanent des pêches et des océans

A. Renseignements généraux

Au cours de l'exercice 2009-2010, le comité a examiné avec soin les questions liées au rôle de la Garde côtière canadienne dans le Nord et aux pêches canadiennes du Nord. L'Arctique prend de plus en plus d'importance des points de vue stratégique et économique et, en conséquence, le Canada est aux prises avec un mouvement de contestation de sa souveraineté et de ses droits souverains dans la région qui pourrait prendre de l'ampleur. Le comité a publié trois rapports à ce sujet durant l'exercice. Il s'est aussi penché sur la pêche au homard dans l'Atlantique et sur la Convention de l'Organisation des pêches de l'Atlantique Nord-Ouest (OPANO). Le comité a de plus entendu des témoignages portant sur d'autres questions liées aux pêches et aux océans, comme la conservation marine, la biodiversité, la chasse au phoque et des développements récents en Europe.

B. Rapports au Sénat en 2009-2010*

N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
40^e législature, 2^e session				
Deuxième	Cadre stratégique en évolution pour la gestion des pêches et des océans du Canada	2009-05-04	52	Rapport provisoire, <i>Relever le défi de l'Arctique : Rapport sur la Garde côtière canadienne</i>
Troisième	Cadre stratégique en évolution pour la gestion des pêches et des océans du Canada	2009-05-07	-	Budget
Quatrième	Cadre stratégique en évolution pour la gestion des pêches et des océans du Canada	2009-06-04	46	Rapport provisoire, <i>Pêches marines du Nunavut : quotas et ports</i>
Cinquième	Cadre stratégique en évolution pour la gestion des pêches et des océans du Canada	2009-06-09	5	Rapport provisoire, <i>La crise dans la pêche au homard</i>

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2009-2010) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi qui a fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2009-2010, même si cette comparution remonte à un exercice précédent.
- Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq ans, 2006-2010) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi qui n'ont pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2009-2010.

N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
40^e législature, 2^e session (suite)				
Sixième	Cadre stratégique en évolution pour la gestion des pêches et des océans du Canada	2009-11-19	3	Rapport provisoire, <i>Le projet de changements à la Convention de l'Organisation des pêches de l'Atlantique Nord-Ouest (OPANO)</i>
Septième	Cadre stratégique en évolution pour la gestion des pêches et des océans du Canada	2009-12-10	53	Rapport provisoire, <i>Le contrôle des eaux de l'Arctique canadien : Rôle de la Garde côtière canadienne</i>
40^e législature, 3^e session				
Premier	Article 104 du <i>Règlement</i>	2010-03-17	-	Dépenses de la session précédente

C. Activités du comité : comparaison sur cinq ans, 2006-2010

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre d'heures d'information	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2009-2010	27	43,1	45,0	68	7
2008-2009	18	34,4	18,2	51	3
2007-2008	15	25,2	-	31	3
2006-2007	20	37,2	10,2	57	7
2005-2006	15	27,7	16,0	42	2

D. Dépenses de l'exercice 2009-2010

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport)

Dépenses budgétaires	248 638 \$
Dépenses des témoins	13 434 \$
TOTAL	262 072 \$

E. Membres du comité pendant l'exercice 2009-2010

(* membres d'office)

40^e législature, 2^e session

Président

L'honorable sénateur Bill Rompkey, C.P. (libéral)

Vice-présidente

L'honorable sénatrice Ethel M. Cochrane (conservatrice)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection)

Les honorables sénateurs Adams, Campbell, Cochrane, Cook, *Cowan (ou Tardif), Hubley, Johnson, *LeBreton, C.P. (ou Comeau), MacDonald, Manning, Raine, Robichaud, C.P., Rompkey, C.P., et Watt

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité

Les honorables sénateurs Baker, C.P., Brown, Champagne, Comeau, Cowan, Dallaire, Downe, Eggleton, Finley, Greene, Meighen, Munson, Patterson Poy, Segal et Stratton

Greffière du comité

Danielle Labonté

Recherche et soutien administratif

Claude Emery (Bibliothèque du Parlement)

Louise Archambeault (adjointe administrative)

40^e législature, 3^e session (4 mars 2010)

Président

L'honorable sénateur Bill Rompkey, C.P. (libéral)

Vice-président

L'honorable sénateur Dennis Glen Patterson (conservateur)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection)

Les honorables sénateurs Cochrane, *Cowan (ou Tardif), Dallaire, Hubley, *LeBreton, C.P. (ou Comeau), MacDonald, Manning, Patterson, Poirier, Poy, Raine, Rompkey, C.P., Nancy Ruth et Watt

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité

L'honorable sénateur Zimmer

Greffière du comité

Danielle Labonté

Recherche et soutien administratif

Claude Emery (Bibliothèque du Parlement)

Louise Archambeault (adjointe administrative)

Comité permanent des peuples autochtones

A. Renseignements généraux

Au cours de l'exercice 2009-2010, le comité a reçu quatre ordres de renvoi, dont trois pour des projets de loi et un concernant une étude spéciale d'une réponse du gouvernement. Le comité a aussi poursuivi ses travaux sur l'ordre de renvoi général qu'il avait reçu lors de l'exercice précédent, soit le 25 février 2009, et qui l'autorisait à examiner, pour en faire rapport, les responsabilités constitutionnelles, conventionnelles, politiques et juridiques du gouvernement fédéral à l'égard des Premières nations, des Inuits et des Métis et d'autres questions générales relatives aux peuples autochtones du Canada.

Conformément à cet ordre de renvoi général, le comité a mené une étude sur les élections tenues en vertu des dispositions de la *Loi sur les Indiens*. À la fin de mars 2010, il avait tenu 17 réunions et entendu 87 témoins dans le cadre de cette étude.

Le comité a aussi entrepris une brève étude des mesures d'identification des électeurs et de leurs répercussions sur les peuples autochtones, au cours de laquelle il a tenu deux réunions et entendu deux témoins. L'étude a mené à la publication du cinquième rapport du comité intitulé *Les nouvelles mesures d'identification des électeurs et leurs répercussions sur les peuples et les communautés autochtones du Canada*, qui a été déposé au Sénat le 7 mai 2009.

Le comité n'a pas eu l'occasion d'étudier la réponse du gouvernement à ce cinquième rapport au cours de l'exercice 2009-2010.

Sur le plan législatif, le 5 mai 2009, le comité a fait rapport sans amendement sur le projet de loi C-5, Loi modifiant la Loi sur le pétrole et le gaz des terres indiennes, qui lui avait été renvoyé le 23 avril 2009. Le 4 juin 2009, le comité a reçu un ordre de renvoi concernant l'étude du projet de loi C-28, Loi modifiant la Loi sur les Cris et les Naskapis du Québec. Il en a fait rapport sans amendement le 9 juin 2009. Le projet de loi C-41, Loi portant mise en vigueur de l'accord définitif concernant les premières nations manulthes et modifiant certaines lois en conséquence, a été renvoyé au comité le 17 juin 2009. Le comité en a fait rapport sans amendement le 18 juin 2009.

B. Rapports au Sénat en 2009-2010*

N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
40^e législature, 2^e session				
Troisième	Questions générales relatives aux peuples autochtones du Canada	2009-04-28	-	Budget

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2009-2010) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi qui a fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2009-2010, même si cette comparution remonte à un exercice précédent.
- Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq ans, 2006-2010) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi qui n'ont pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2009-2010.

N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
40^e législature, 2^e session (suite)				
Quatrième	Projet de loi C-5 (Loi sur le pétrole et le gaz des terres indiennes)	2009-05-05	14	Rapport sur le projet de loi sans amendement
Cinquième	Questions générales relatives aux peuples autochtones du Canada	2009-05-07	23	Rapport provisoire, <i>Les nouvelles mesures d'identification des électeurs et leurs répercussions sur les peuples et les communautés autochtones du Canada</i>
Sixième	Projet de loi C-28 (Loi sur les Cris et les Naskapis du Québec)	2009-06-09	9	Rapport sur le projet de loi sans amendement
Septième	Projet de loi C-41 (accord définitif concernant les premières nations maanulthes)	2009-06-18	9	Rapport sur le projet de loi sans amendement
Huitième	Questions générales relatives aux peuples autochtones du Canada	2009-06-18	-	Budget
Neuvième	Questions générales relatives aux peuples autochtones du Canada	2009-12-11	-	Budget
40^e législature, 3^e session				
Premier	Article 104 du <i>Règlement</i>	2010-03-11	-	Dépenses de la session précédente

C. Activités du comité : comparaison sur cinq ans, 2006-2010

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre d'heures d'information	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2009-2010	46	81,2	2,2	161	8
2008-2009	21	34,8	-	64	7
2007-2008	15	21,0	19,8	43	5
2006-2007	30	46,8	20,2	101	6
2005-2006	25	49,5	-	132	3

D. Dépenses de l'exercice 2009-2010

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport)

Dépenses budgétaires	163 710 \$
Dépenses des témoins	<u>13 983 \$</u>
TOTAL	177 693 \$

E. Membres du comité pendant l'exercice 2009-2010

(* membres d'office)

40^e législature, 2^e session

Président

L'honorable sénateur Gerry St. Germain, C.P. (conservateur)

Vice-président

L'honorable sénateur Nick G. Sibbeston (libéral)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection)

Les honorables sénateurs Brazeau, Brown, Campbell, Carstairs, C.P., *Cowan (ou Tardif), Dyck, Hubley, Lang, *LeBreton, C.P. (ou Comeau), Lovelace Nicholas, Peterson, Raine, Sibbeston et St. Germain, C.P.

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité

Les honorables sénateurs Cook, Cordy, Dawson, Downe, Duffy, Fraser, Fairbairn, C.P., Johnson, Nolin, Martin, Merchant, Patterson, Stewart Olsen, Stratton et Watt

Greffière du comité

Gaétane Lemay (jusqu'en juin 2009)

Marcy Zlotnick (à partir de juillet 2009)

Recherche et soutien administratif

Tonina Simeone et Mary Hurley (Bibliothèque du Parlement)

Tracy Amendola (adjoindte administrative) (jusqu'en septembre 2009)

Lyne Héroux (adjoindte administrative) (à partir d'octobre 2009)

40^e législature, 3^e session (4 mars 2010)

Président

L'honorable sénateur Gerry St. Germain, C.P. (conservateur)

Vice-présidente

L'honorable sénatrice Lillian Dyck (libérale)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection)

Les honorables sénateurs Campbell, Brazeau, *Cowan (ou Tardif), Demers, Dyck, Hubley, *LeBreton, C.P. (ou Comeau), Lovelace Nicholas, Patterson, Poirier, Raine, Stewart Olsen, Sibbeston et St. Germain, C.P.

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité

Les honorables sénateurs Fairbairn, C.P., et Ogilvie

Greffière du comité
Marcy Zlotnick

Recherche et soutien administratif
Tonina Simeone et Marion Ménard (Bibliothèque du Parlement)
Lyne Héroux (adjoite administrative)

Comité permanent de la régie interne, des budgets et de l'administration

A. Renseignements généraux

Le Comité permanent de la régie interne, des budgets et de l'administration a pour mandat d'examiner toutes les questions d'ordre financier ou administratif relatives à la gestion interne du Sénat. Il étudie et approuve les budgets demandés par les comités et établit des lignes directrices et des politiques sur des questions telles que les frais de déplacement et les dépenses budgétaires des sénateurs. En outre, le comité présente les prévisions budgétaires du Sénat pour approbation. En vertu du *Règlement du Sénat*, le comité est autorisé à exécuter son mandat de sa propre initiative, c'est-à-dire sans devoir attendre un ordre de renvoi du Sénat.

B. Rapports au Sénat en 2009-2010*

N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
40^e législature, 2^e session				
Quatrième	Al. 86(1)g)	2009-04-23	-	Fonds à débloquer pour l'exercice 2009-2010
Cinquième	Al. 86(1)g)	2009-05-07	-	Fonds à débloquer pour l'exercice 2009-2010
Sixième	Al. 86(1)g)	2009-05-28	-	Fonds à débloquer pour l'exercice 2009-2010
Septième	Al. 86(1)g)	2009-05-28	-	Lignes directrices révisées pour les voyages à l'étranger
Huitième	Al. 86(1)g)	2009-06-16	-	Politique du Sénat sur la prévention et le règlement du harcèlement en milieu de travail
Neuvième	Al. 86(1)g)	2009-10-01	-	Fonds à débloquer pour l'exercice 2009-2010
Dixième	Al. 86(1)g)	2009-12-10	-	Rapport sur un voyage international par l'honorable sénateur Dyck
40^e législature, 3^e session				
Premier	Article 104 du <i>Règlement</i>	2010-03-04	-	Dépenses de la session précédente

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2009-2010) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi qui a fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2009-2010, même si cette comparution remonte à un exercice précédent.
- Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq ans, 2006-2010) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi qui n'ont pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2009-2010.

C. Activités du comité : comparaison sur cinq ans, 2006-2010

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2009-2010	18	22,8	7	8
2008-2009	11	9,5	3	9
2007-2008	12	14,9	-	8
2006-2007	18	33,9	2	14
2005-2006	14	20,0	8	6

D. Dépenses de l'exercice 2009-2010

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport)

Dépenses budgétaires	Néant
Dépenses des témoins	Néant
TOTAL	Néant

E. Membres du comité pendant l'exercice 2009-2010

(* membres d'office)

40^e législature, 2^e session

Président

L'honorable sénateur George Furey (libéral)

Vice-président

L'honorable sénateur David Tkachuk (conservateur)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection)

Les honorables sénateurs Comeau, Cordy, *Cowan (ou Tardif), Dawson, Downe, Furey, Greene, Jaffer, Kinsella, *LeBreton, C.P. (ou Comeau), MacDonald, Massicotte, Munson, Rivard, Robichaud, C.P., Stollery et Tkachuk

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité

Les honorables sénateurs Cook, Fox, Greene, Hervieux-Payette, C.P., Hubley, Kinsella, MacDonald, Mitchell, Nolin, Prud'homme, C.P., Stratton et Tardif

Greffiers du comité

Paul C. Bélisle (greffier du Sénat) (jusqu'au 15 septembre 2009)
Gary O'Brien (greffier du Sénat) (à partir du 1^{er} octobre 2009)

Soutien administratif au Secrétariat de la régie interne

Lucie Lavoie et Rachelle Parisien

40^e législature, 3^e session (4 mars 2010)

Président

L'honorable sénateur David Tkachuk (conservateur)

Vice-président

L'honorable sénateur George Furey (libéral)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection)

Les honorables sénateurs Campbell, Carignan, Comeau, Cordy, *Cowan (ou Tardif), Di Nino, Downe, Fox, C.P., Furey, Greene, Jaffer, Kinsella, *LeBreton, C.P. (ou Comeau), Marshall, Munson, Stewart Olsen et Tkachuk

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité

Les honorables sénateurs Angus, Poulin et Tardif

Greffier du comité

Gary O'Brien (greffier du Sénat)

Soutien administratif au Secrétariat de la régie interne

Lucie Lavoie et Rachelle Parisien

Comité permanent du Règlement, de la procédure et des droits du Parlement

A. Renseignements généraux

C'est en 1968 que le Comité permanent du Règlement et de la procédure est créé, à la suite d'un rapport du Comité spécial du *Règlement du Sénat*, afin d'examiner le *Règlement* et de recommander des améliorations. En juin 1991, ce comité est remplacé par le Comité des privilèges, du Règlement et de la procédure, à qui on confie la tâche d'examiner la procédure, les coutumes et les privilèges du Sénat, fonction exercée antérieurement par le Comité des privilèges, composé de tous les sénateurs présents au cours de la session. En septembre 2001, le comité adopte son nom actuel, pour mieux refléter son mandat et ses responsabilités.

En 2009-2010, le Comité permanent du Règlement, de la procédure et des droits du Parlement a présenté six rapports de fond. Trois recommandaient la modification du *Règlement du Sénat* sur les sujets suivants : le rétablissement des projets de loi, le privilège parlementaire et les conflits d'intérêts des sénateurs. Le comité a également étudié les règles et les procédures régissant l'impression du *Règlement du Sénat* et la substitution des membres des comités. De plus, le comité a produit un rapport sur une question de privilège à la demande du Sénat.

B. Rapports au Sénat en 2009-2010*

N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
40^e législature, 2^e session				
Troisième	Conformément au sous-alinéa 86(1)f)(i) du <i>Règlement du Sénat</i>	2009-05-12	-	Questions de privilège
Quatrième	Conformément au sous-alinéa 86(1)f)(i) du <i>Règlement du Sénat</i>	2009-05-13	1	Déclaration erronée du gouvernement sur son site Web (www.actionplan.gc.ca)
Cinquième	Conformément au sous-alinéa 86(1)f)(i) du <i>Règlement du Sénat</i>	2009-05-27	-	Modifications au <i>Règlement</i> pour qu'il reflète le Code régissant les conflits d'intérêts des sénateurs
Sixième	Substitution des membres des comités	2009-10-08	2	Examen

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2009-2010) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi qui a fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2009-2010, même si cette comparution remonte à un exercice précédent.
- Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq ans, 2006-2010) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi qui n'ont pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2009-2010.

N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Septième	Conformément au sous-alinéa 86(1)f)(i) du <i>Règlement du Sénat</i>	2009-10-27	-	Impression des dernières versions du <i>Règlement du Sénat</i>
40^e législature, 3^e session				
Premier	Article 104 du <i>Règlement</i>	2010-03-16	-	Dépenses de la session précédente

C. Activités du comité : comparaison sur cinq ans, 2006-2010

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre d'heures d'information	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2009-2010	24	29,9	-	28	6
2008-2009	9	11,6	-	10	3
2007-2008	8	9,7	36,0	7	7
2006-2007	10	11,4	-	12	3
2005-2006	23	27,8	-	9	5

D. Dépenses de l'exercice 2009-2010

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport)

Dépenses budgétaires	Néant
Dépenses des témoins	Néant
TOTAL	Néant

E. Membres du comité pendant l'exercice 2009-2010

(* membres d'office)

40^e législature, 2^e session

Président

L'honorable sénateur Donald Oliver (conservateur)

Vice-président

L'honorable sénateur David P. Smith, C.P. (libéral)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection)

Les honorables sénateurs Andreychuk, Brown, Corbin, Cools, *Cowan (ou Tardif), Duffy, Fraser, Furey, Joyal, C.P., Keon, *LeBreton, C.P. (ou Comeau), Losier-Cool, McCoy, Nolin, Oliver, Robichaud, C.P. et Smith, C.P.

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité

Les honorables sénateurs Campbell, Carstairs, C.P., Champagne, C.P., Cordy, Harb, Kenny, MacDonald, Milne, Mockler, Tardif et Wallace

Greffier du comité

Blair Armitage

Recherche et soutien administratif

Michel Bédard et Sebastian Spano (Bibliothèque du Parlement)
Yolande Beaubien (adjoindte administrative)

40^e législature, 3^e session (4 mars 2010)

Président

L'honorable sénateur David P. Smith, C.P. (libéral)

Vice-président

L'honorable sénateur Terry Stratton (conservateur)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection)

Les honorables sénateurs Brown, Carignan, Carstairs, C.P., Cools, *Cowan (ou Tardif), Duffy, Fraser, Furey, Joyal, C.P., Keon, *LeBreton, C.P. (ou Comeau), McCoy, Ogilvie, Oliver, Smith, C.P., Stratton et Wallace

Greffier du comité

Charles Robert

Recherche et soutien administratif

Michel Bédard et Sebastian Spano (Bibliothèque du Parlement)
Katy Treehuba (adjoindte administrative)

Comité permanent de la sécurité nationale et de la défense

A. Renseignements généraux

Le Comité permanent de la sécurité nationale et de la défense a été créé au début de 2001.

Après avoir effectué un survol des grandes questions de sécurité et de défense au Canada, le comité a conclu qu'il était urgent de se doter d'une politique sur la sécurité nationale, ce qui a donné lieu à de nombreux ordres de renvoi subséquents. Le mandat du comité comprend quatre grands volets : les moyens dont disposent le ministère de la Défense nationale et le ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile; les rapports entre les divers organismes qui recueillent et analysent le renseignement; les mécanismes d'examen des agences qui recueillent le renseignement; et la sécurité des frontières et des infrastructures essentielles.

Au cours du dernier exercice, le comité a étudié un projet de rapport sur son mandat, mais il n'a pas été adopté avant la prorogation.

Le comité a également mené sept missions d'information en lien avec son mandat. En juillet 2009, le comité s'est rendu dans les Maritimes pour visiter les BFC d'Halifax, de Greenwood et de Gagetown de même que l'administration centrale d'Anciens Combattants Canada à Charlottetown, à l'Île-du-Prince-Édouard. Plus tard en juillet, des petits groupes de membres du comité ont visité les postes frontaliers terrestres et maritimes ainsi que les douanes aéroportuaires dans l'Est du Canada, au Québec et en Ontario. En septembre 2009, d'autres membres du comité ont visité ceux de l'Alberta et de la Colombie-Britannique. En novembre 2009, le comité s'est rendu sur les bases militaires de l'Ontario (BFC de Petawawa, de Trenton, de Borden) et au Collège militaire royal du Canada à Kingston, en Ontario.

B. Rapports au Sénat en 2009-2010*

N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
40^e législature, 2^e session				
Troisième	Politique canadienne de sécurité nationale	2009-05-07	-	Budget
Quatrième	Politique canadienne de sécurité nationale	2009-06-11	-	Fonds supplémentaire 2009-2010
Cinquième	Projet de loi C-33 (Loi sur les allocations aux anciens combattants)	2009-06-17	2	Rapport sur le projet de loi sans amendement
Sixième	Politique canadienne de sécurité nationale	2009-10-08	-	Budget

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2009-2010) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi qui a fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2009-2010, même si cette comparution remonte à un exercice précédent.
- Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq ans, 2006-2010) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi qui n'ont pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2009-2010.

N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
40^e législature, 3^e session				
Premier	Article 104 du <i>Règlement</i>	2010-03-16	-	Dépenses de la session précédente

C. Activités du comité : comparaison sur cinq ans, 2006-2010

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre d'heures d'information	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2009-2010	23	55,5	161,5	28	5
2008-2009	15	60,0	44,5	26	11
2007-2008	18	68,7	114,0	71	7
2006-2007	25	111,4	198,0	77	13
2005-2006	24	100,8	119,2	82	8

D. Dépenses de l'exercice 2009-2010

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport)

Dépenses budgétaires	233 151 \$
Dépenses des témoins	<u>5 081 \$</u>
TOTAL	238 232 \$

E. Membres du comité pendant l'exercice 2009-2010

(* membres d'office)

40^e législature, 2^e session

Président

L'honorable sénateur Colin Kenny (libéral)

Vice-présidente

L'honorable sénatrice Pamela Wallin (conservatrice)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection)

Les honorables sénateurs Banks, *Cowan (ou Tardif), Day, Kenny, *LeBreton, C.P. (ou Comeau), Manning, Meighen, Moore, Tkachuk, Wallin et Zimmer

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité

Les honorables sénateurs Campbell, Carstairs, C.P., Comeau, Dallaire, Dawson, Downe, Fairbairn, C.P., Lang, Martin, Mitchell, Munson, Nolin et Stollery

Greffière du comité
Shaila Anwar

Recherche et soutien administratif

Allison Goody, Holly Porteous et Martin Auger (Bibliothèque du Parlement)

Allison Button, Lucy Laflamme, Chantal Laflamme et Tracy Amendola (adjointes administratives)

40^e législature, 3^e session (4 mars 2010)

Présidente

L'honorable sénatrice Pamela Wallin (conservatrice)

Vice-président

L'honorable sénateur Roméo Dallaire (libéral)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection)

Les honorables sénateurs Banks, *Cowan (ou Tardif), Day, Lang, *LeBreton, C.P. (ou Comeau), Manning, Meighen, Nolin, Pépin, Wallin et Zimmer

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité

Les honorables sénateurs Patterson et Plett

Greffier du comité

Kevin Pittman

Recherche et soutien administratif

Holly Porteous et Martin Auger (Bibliothèque du Parlement)

Anita Vinette (adjointe administrative)

Sous-comité des anciens combattants

A. Renseignements généraux

Au cours de la dernière session, le Comité permanent de la sécurité nationale et de la défense a chargé le Sous-comité des anciens combattants d'étudier les services et avantages que reçoivent les membres et vétérans des Forces canadiennes et de la Gendarmerie royale du Canada ainsi que leurs familles, de surveiller les activités commémoratives entreprises en leur nom par le ministère des Anciens Combattants, et de se pencher sur la mise en œuvre de la nouvelle Charte des anciens combattants.

Durant le dernier exercice, le sous-comité a entrepris une série d'audiences publiques sur la mise en œuvre de la nouvelle Charte des anciens combattants. Il a entendu les témoignages de nombreux hauts fonctionnaires, intervenants et universitaires et recueilli de l'information en vue de présenter un rapport faisant le point sur cette question. Au moment de la prorogation, il n'avait pas encore terminé ses audiences publiques.

B. Rapports au Sénat en 2009-2010*

Le Sous-comité des anciens combattants fait rapport au Comité permanent de la sécurité nationale et de la défense.

C. Activités du sous-comité : comparaison sur cinq ans, 2006-2010

Exercice	Nombre de réunion	Nombre d'heures de réunion	Nombre d'heures d'information	Nombre de témoins
2009-2010	15	15,3	-	23
2008-2009	6	6,7	36,0	15
2007-2008	12	12,8	36,0	22
2006-2007	8	8,4	6,9	22
2005-2006	1	1,0	-	-

D. Dépenses de l'exercice 2009-2010

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport)

Dépenses budgétaires	Néant
Dépenses des témoins	<u>1 533 \$</u>
TOTAL	1 533 \$

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2009-2010) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi qui a fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2009-2010, même si cette comparution remonte à un exercice précédent.
- Le tableau C (Activités du sous-comité : comparaison sur cinq ans, 2006-2010) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi qui n'ont pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2009-2010.

E. Membres du sous-comité pendant l'exercice 2009-2010

40^e législature, 2^e session

Président

L'honorable sénateur Michael Meighen (conservateur)

Vice-président

L'honorable sénateur Tommy Banks (libéral)

Membres du sous-comité (nommés par le comité)

Les honorables sénateurs Banks, Day, Kenny, Meighen et Wallin

Autres sénateurs qui ont participé aux travaux du sous-comité

Les honorables sénateurs Dallaire, Downe, Manning, Mitchell, Moore, Raine et Tkachuk

Greffière du comité

Shaila Anwar

Recherche et soutien administratif

Jim Cox (Bibliothèque du Parlement)

Allison Button, Lucy Laflamme, Chantal Laflamme et Tracy Amendola (adjointes administratives)

40^e législature, 3^e session (15 mars 2010)

Président

L'honorable sénateur Tommy Banks (libéral)

Vice-président

L'honorable sénateur Fabian Manning (conservateur)

Membres du sous-comité (nommés par le comité)

Les honorables sénateurs Banks, Dallaire, Manning, Meighen et Wallin

Autres sénateurs qui ont participé aux travaux du sous-comité

Les honorables sénateurs Pépin et Nolin

Greffier du comité

Kevin Pittman

Recherche et soutien administratif

Jim Cox (Bibliothèque du Parlement)

Anita Vinette (adjointe administrative)

Comité permanent de sélection

A. Renseignements généraux

Au début de chaque session, il y a constitution d'un comité de sélection chargé d'exercer deux fonctions : nommer un président à titre intérimaire et désigner les sénateurs qui siégeront aux divers comités.

B. Rapports au Sénat en 2009-2010*

N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
40^e législature, 2^e session				
Troisième	Alinéa 85(1)b) du <i>Règlement</i>	2009-09-30	-	L'honorable sénateur Seidman se joint au Comité permanent de l'énergie, de l'environnement et des ressources naturelles.
40^e législature, 3^e session				
Premier	Alinéa 85(1)a) et paragraphe 85(2) du <i>Règlement</i>	2010-03-04	-	Désignation de l'honorable sénateur Oliver au poste de Président intérimaire
Deuxième	Alinéa 85(1)b) du <i>Règlement</i>	2010-03-04	-	Liste des sénateurs désignés pour faire partie des divers comités

C. Activités du comité : comparaison sur cinq ans, 2006-2010

Exercice	Nombre de réunion	Nombre d'heures de réunion	Nombre de témoin	Nombre de rapports
2009-2010	2	0,4	-	3
2008-2009	3	0,5	-	3
2007-2008	2	0,4	-	3
2006-2007	5	0,8	-	5
2005-2006	-	-	-	-

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2009-2010) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi qui a fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2009-2010, même si cette comparution remonte à un exercice précédent.
- Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq ans, 2006-2010) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi qui n'ont pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2009-2010.

D. Dépenses de l'exercice 2009-2010

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport)

Dépenses budgétaires	Néant
Dépenses des témoins	Néant

E. Membres du comité pendant l'exercice 2009-2010

(* membres d'office)

40^e législature, 2^e session

Président

L'honorable sénateur Terry Stratton (conservateur)

Vice-président

L'honorable sénateur Jim Munson (libéral)

Membres du comité (nommés par le Sénat)

Les honorables sénateurs Brown, Carstairs, C.P., Cochrane, *Cowan (ou Tardif), Di Nino, Fairbairn, C.P., *Hervieux-Payette, C.P., *LeBreton, C.P. (ou Comeau), Munson, Robichaud, C.P., et Tkachuk

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité

Les honorables sénateurs Fraser

Greffière du comité

Heather Lank

Soutien administratif

Brigitte Martineau (adjointe administrative)

40^e législature, 3^e session (3 mars 2010)

Président

L'honorable président Consiglio DiNino (conservateur)

Vice-président

L'honorable sénateur Jim Munson (libéral)

Membres du comité (nommés par le Sénat)

Les honorables sénateurs *Cowan (ou Tardif), Di Nino, Fortin-Duplessis, Fraser, Greene, *Hervieux-Payette, C.P., *LeBreton, C.P. (ou Comeau), Martin, Munson, Robichaud, C.P., et Stewart Olsen

Greffière du comité

Heather Lank

Soutien administratif

Brigitte Martineau (adjointe administrative)

Comité permanent des transports et des communications

A. Renseignements généraux

Au cours de la deuxième session de la quarantième législature, le comité a entrepris une étude sur le secteur du sans-fil. Son ordre de renvoi était le suivant :

Étudier sur les enjeux émergents liés à son mandat dans le domaine des communications et faire rapport sur le secteur du sans-fil, notamment sur l'accès à Internet haute vitesse, la fourniture de largeur de bande, le rôle d'édification de la nation du sans-fil, le rythme d'adoption des innovations, les aspects financiers liés aux changements possibles du secteur ainsi que le développement du secteur au Canada comparativement à ce qui se fait ailleurs dans le monde.

Même si son ordre de renvoi était assez vaste, le comité a pu concentrer ses travaux sur six domaines :

1. Accessibilité et pénétration;
2. Disponibilité (matériel et applications);
3. Prix (voix et données), conditions des contrats et étendue de la concurrence;
4. Possibilités et préoccupations;
5. Dimensions internationales;
6. Rôle du gouvernement.

En plus d'entendre des témoins à Ottawa, le comité a effectué des missions d'information au Royaume-Uni, en France, en Estonie, en Belgique (autant pour la Commission européenne que pour le marché intérieur belge) afin de consulter des experts en télécommunications.

En plus de son étude spéciale, le comité a été chargé d'étudier plusieurs projets de loi, notamment le projet de loi C-9, Loi modifiant la Loi de 1992 sur le transport des marchandises dangereuses (rapport avec un amendement présenté le 7 mai 2009), le projet de loi C-3, Loi modifiant la Loi sur la prévention de la pollution des eaux arctiques (rapport sans amendement présenté le 28 mai 2009), et le projet de loi C-7, Loi modifiant la Loi sur la responsabilité en matière maritime, la Loi sur les Cours fédérales et d'autres lois en conséquence (rapport sans amendement mais avec des recommandations présenté le 18 juin 2009).

D'autres projets de loi ont été renvoyés au comité, mais celui-ci n'a pas pu présenter de rapport au Sénat à leur sujet avant la prorogation. On note entre autres le projet de loi S-220, Loi concernant les messages électroniques commerciaux, et le projet de loi C-27, Loi visant à promouvoir l'efficacité et la capacité d'adaptation de l'économie canadienne par la réglementation de certaines pratiques qui découragent l'exercice des activités commerciales par voie électronique et modifiant la Loi sur le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes, la Loi sur la concurrence, la Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques et la Loi sur les télécommunications.

Enfin, le comité s'est penché sur une proposition présentée le 20 mai 2009 par Travaux publics et Services gouvernementaux en vertu du paragraphe 4(2) de la *Loi sur les frais d'utilisation*, L.C. 2004, ch. 6 concernant la modification des frais imposés pour l'utilisation de la cale sèche d'Esquimalt. Le comité en a recommandé l'adoption le 4 juin 2009.

B. Rapports au Sénat en 2009-2010*

N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
40^e législature, 2^e session				
Deuxième	Questions relatives à son mandat sur les communications et rapport sur le secteur du sans-fil	2009-04-23	-	Budget
Troisième	Projet de loi C-9 (Loi de 1992 sur le transport des marchandises dangereuses)	2009-05-07	4	Rapport sur le projet de loi avec 1 amendement
Quatrième	Projet de loi C-3 (Loi sur la prévention de la pollution des eaux arctiques)	2009-05-28	5	Rapport sur le projet de loi sans amendement
Cinquième	Proposition de modification aux frais imposés pour l'utilisation de la cale sèche d'Esquimalt	2009-06-04	2	Examen
Sixième	Projet de loi C-7 (Loi sur la responsabilité en matière maritime)	2009-06-18	11	Rapport sur le projet de loi sans amendement, mais avec des observations
40^e législature, 3^e session				
Premier	Article 104 du <i>Règlement</i>	2009-03-09	-	Dépenses de la session précédente

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2009-2010) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi qui a fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2009-2010, même si cette comparution remonte à un exercice précédent.
- Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq ans, 2006-2010) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi qui n'ont pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2009-2010.

C. Activités du comité : comparaison sur cinq ans, 2006-2010

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre d'heures d'information	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2009-2010	26	34,0	64,6	71	6
2008-2009	8	8,3	-	9	4
2007-2008	30	43,1	15,1	100	9
2006-2007	35	51,6	7,0	88	8
2005-2006	36	76,4	-	110	3

D. Dépenses de l'exercice 2009-2010

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport)

Dépenses budgétaires	163 798 \$
Dépenses des témoins	<u>1 969 \$</u>
TOTAL	165 767 \$

E. Membres du comité pendant l'exercice 2009-2010

(* membres d'office)

40^e législature, 2^e session

Présidents

L'honorable sénatrice Lise Bacon (libérale) (jusqu'au 25 août 2009)

L'honorable sénateur Dennis Dawson (libéral) (à partir du 16 septembre 2009)

Vice-présidente

L'honorable sénatrice Janis G. Johnson (conservatrice)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection)

Les honorables sénateurs Adams, Bacon, Cochrane, *Cowan (ou Tardif), Dawson, Eyton, Fox, C.P., Housakos, Johnson, *LeBreton, C.P. (ou Comeau), Mercer, Merchant, Wallace et Zimmer

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité

Les honorables sénateurs Andreychuk, Banks, Campbell, Cordy, Frum, Goldstein, Grafstein, Hervieux-Payette, C.P., Hubley, Jaffer, Manning, Meighen, Mockler, Munson, Pépin, Plett, Prud'homme, C.P., Rivard, Rompkey, C.P., Seidman et Stratton

Greffière du comité

Vanessa Moss-Norbury

Recherche et soutien administratif

Terrence Thomas, (Bibliothèque du Parlement)

Anita Vinette (adjoindte administrative)

40^e législature, 3^e session (4 mars 2010)

Président

L'honorable sénateur Dennis Dawson (libéral)

Vice-président

L'honorable sénateur Leo Housakos (conservateur)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection)

Les honorables sénateurs Cochrane, *Cowan (ou Tardif), Dawson, Fox, C.P., Frum, Housakos, Johnson, *LeBreton, C.P. (ou Comeau), MacDonald, Martin, Mercer, Merchant, Plett et Zimmer

Greffière du comité

Keli Hogan

Recherche et soutien administratif

Terrence Thomas (Bibliothèque du Parlement)
Monique Régimbald (adjoindte administrative)

Comité mixte permanent de la Bibliothèque du Parlement

A. Renseignements généraux

Sous réserve de l'adoption de son premier rapport au Sénat, le comité mixte recommande qu'il soit autorisé à aider le Président du Sénat et le Président de la Chambre des communes à diriger et à gérer la Bibliothèque du Parlement et qu'il ait la permission de leur présenter des recommandations sur la gouvernance de la Bibliothèque et l'utilisation des crédits accordés par le Parlement pour l'achat de livres, de cartes ou d'autres documents destinés à y être archivés.

En 2009-2010, le comité a examiné des questions relatives à la mise en œuvre des services du directeur parlementaire du budget au sein de la Bibliothèque du Parlement. Cette étude se poursuit.

B. Rapports au Sénat en 2009-2010*

N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
40^e législature, 2^e session				
Deuxième	Crédit parlementaire n° 10 du Budget principal des dépenses de 2009-2010	2009-05-13	-	Examen
Troisième	Permanent	2009-06-16	-	Rapport provisoire, <i>Rapport sur les activités du directeur parlementaire du budget au sein de la Bibliothèque du Parlement</i>
Quatrième	Crédit parlementaire n° 10 du Budget supplémentaire des dépenses (B) 2009-2010	2009-11-25	-	Examen

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2009-2010) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi qui a fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2009-2010, même si cette comparution remonte à un exercice précédent.
- Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq ans, 2006-2010) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi qui n'ont pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2009-2010.

C. Activités du comité : comparaison sur cinq ans, 2006-2010

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2009-2010	12	18,7	24	3
2008-2009	5	5,8	6	1
2007-2008	3	1,7	2	1
2006-2007	2	0,2	-	1
2005-2006	3	1,7	3	1

D. Dépenses de l'exercice 2009-2010

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport)

Dépenses budgétaires	2 316 \$
Dépenses des témoins	Néant
TOTAL	2 316 \$

E. Membres du comité pendant l'exercice 2009-2010

40^e législature, 2^e session

Coprésidente

L'honorable sénatrice Sharon Carstairs, C.P., (libérale)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection)

Les honorables sénateurs Baker, C.P., Carstairs, C.P., Greene, Jaffer et Stratton

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité

Les honorables sénateurs Lapointe, Mercer et Munson

Greffier du comité mixte

Denis Robert

Recherche et soutien administratif

Élise Hurtubise-Loranger et François Côté (Bibliothèque du Parlement)

Sylvie Simard (adjoindte administrative)

40^e législature, 3^e session (4 mars 2010)

Coprésident

L'honorable sénateur Percy Downe

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection)

Les honorables sénateurs Downe, Greene, Lapointe, MacDonald et Stratton

Autre sénateur ayant participé aux travaux du comité

L'honorable sénateur Housakos

Greffière du comité mixte
Keli Hogan

Recherche et soutien administratif
Élise Hurtubise-Loranger et François Côté (Bibliothèque du Parlement)
Monique Régimbald (adjointe administrative)

Comité mixte permanent d'examen de la réglementation

A. Renseignements généraux

Le mandat du Comité mixte permanent d'examen de la réglementation est défini par la *Loi sur les textes réglementaires*, qui l'autorise à étudier et à contrôler certains textes réglementaires adoptés après le 1^{er} janvier 1972. Outre ce mandat législatif, le comité mixte dispose, depuis 1980, d'un ordre de renvoi renouvelé au début de chaque session par le Sénat et la Chambre des communes l'autorisant à étudier les moyens que le Parlement peut utiliser pour mieux surveiller le processus de réglementation du gouvernement. Ensemble, les mandats législatif et parlementaire du comité mixte lui confèrent une vaste compétence en matière d'enquêtes et de rapports sur la plupart des aspects du processus de réglementation fédéral.

Au cours de l'exercice, du 1^{er} avril 2009 au 31 mars 2010, le comité a tenu 14 réunions. Bien qu'il convoque rarement des témoins, il a jugé bon de le faire cette année. Michael Presley, directeur exécutif, Division des affaires réglementaires, Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada, a témoigné devant le comité en mai 2009.

B. Rapports au Sénat en 2009-2010*

N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
40^e législature, 2^e session				
Deuxième	Article 19 de la <i>Loi sur les textes réglementaires</i> , L.R.C. 1985, ch. S-22	2009-04-23	-	<i>Loi sur les Indiens</i>
Troisième	Article 19 de la <i>Loi sur les textes réglementaires</i> , L.R.C. 1985, ch. S-22	2009-06-18	-	<i>Règlement de 1997 sur les droits de licence de radiodiffusion</i>
Quatrième	Article 19 de la <i>Loi sur les textes réglementaires</i> , L.R.C. 1985, ch. S-22	2009-10-28	-	<i>Rapport au Comité au sujet de la Conférence Australo-Néo-Zélandaise sur l'examen législatif, juillet 2009</i>

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2009-2010) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi qui a fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2009-2010, même si cette comparution remonte à un exercice précédent.
- Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq ans, 2006-2010) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi qui n'ont pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2009-2010.

N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
40^e législature, 3^e session				
Premier	Article 19 de la <i>Loi sur les textes réglementaires</i> , L.R.C. 1985, ch. S-22	2010-03-25	-	Dépenses de la session précédente

C. Activités du comité : comparaison sur cinq ans, 2006-2010

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2009-2010	11	15,0	1	4
2008-2009	10	12,1	3	3
2007-2008	12	14,9	4	2
2006-2007	12	16,4	10	5
2005-2006	9	10,9	5	1

D. Dépenses de l'exercice 2009-2010

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport)

Dépenses budgétaires	14 512 \$
Dépenses des témoins	Néant
TOTAL	14 512 \$

E. Membres du comité pendant l'exercice 2009-2010

40^e législature, 2^e session

Coprésidents

L'honorable sénateur John Trevor Eyton (conservateur) (jusqu'au 12 juillet 2009)

L'honorable sénateur John D. Wallace (à partir du 8 octobre 2009)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection)

Les honorables sénateurs Bryden, Cook, Dickson, Eyton, Hervieux-Payette, C.P., Moore et Wallace

Greffière du comité mixte

Marcy Zlotnick

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité

Les honorables sénateurs Harb, Ogilvie et Pépin

Soutien administratif

Peter Bernhardt (Bibliothèque du Parlement)

Tracy Amendola (adjointe administrative) (jusqu'en septembre 2009)

Lyne Héroux (adjointe administrative) (à partir d'octobre 2009)

40^e législature, 3^e session (4 mars 2010)

Coprésident

L'honorable sénateur Yonah Martin

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection)

Les honorables sénateurs Boisvenu, *Dickson, Harb, Hervieux-Payette, C.P., Martin, Moore, Poirier et Wallace

Greffière du comité mixte

Marcy Zlotnick

Soutien administratif

Peter Bernhardt (Bibliothèque du Parlement)

Lyne Héroux (adjointe administrative)

Comité sénatorial spécial sur le vieillissement

A. Renseignements généraux

Au cours de la deuxième session de la quarantième législature, le comité a achevé son vaste mandat qui consistait à étudier un large éventail de questions complexes pour déterminer si le Canada offre aux personnes âgées les bons programmes et services, et ce, au bon moment.

En avril 2009, le comité a présenté son rapport final, *Le vieillissement de la population, un phénomène à valoriser*, où il présente une vision globale pour aider le gouvernement, les organisations et les particuliers à relever les défis du vieillissement de la population.

B. Rapports au Sénat en 2009-2010*

N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
40^e législature, 2^e session				
Troisième	Les répercussions du vieillissement de la population au Canada	2009-04-21	-	Rapport final, <i>Le vieillissement de la population, un phénomène à valoriser</i>
40^e législature, 3^e session				
Premier	Article 104 du <i>Règlement</i>	2009-03-09	-	Dépenses de la session précédente

C. Activités du comité

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2009-2010	-	-	-	1
2008-2009	23	47,7	130	3
2007-2008	14	30,5	79	4
2006-2007	9	17,9	43	2

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2009-2010) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi qui a fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2009-2010, même si cette comparution remonte à un exercice précédent.
- Le tableau C (Activités du comité) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi qui n'ont pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2009-2010.

D. Dépenses de l'exercice 2009-2010

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport)

Dépenses budgétaires	Néant
Dépenses des témoins	Néant
TOTAL	Néant

E. Membres du comité pendant l'exercice 2009-2010

(* membres d'office)

40^e législature, 2^e session

Présidente

L'honorable sénatrice Sharon Carstairs, C.P. (libérale)

Vice-président

L'honorable Wilbert Joseph Keon (conservateur)

Membres initiaux approuvés par motion du Sénat

Les honorables sénateurs Carstairs, C.P., Chaput, Cools, Cordy, *Cowan (ou Tardif), Keon,
*LeBreton, C.P. (ou Comeau), Mercer et Stratton

Greffière du comité

Keli Hogan

Recherche et soutien administratif

Julie Cool (Bibliothèque du Parlement)

Monique Régimbald (adjointe administrative)

Partie III – Dépenses des comités

Rapport détaillé sur les dépenses des comités (2009-2010)

Les comités sénatoriaux peuvent demander un budget, par exemple pour retenir les services d'experts-conseils et engager du personnel de bureau, ou encore pour voyager s'ils y ont été autorisés par le Sénat. Certaines dépenses, concernant notamment les vidéoconférences et les frais de déplacement des témoins, sont imputées à un budget central. Le processus budgétaire est expliqué dans le *Règlement administratif du Sénat* (chapitre 3:06).

Réunions et dépenses, 2006-2010

Exercice	Nombre de réunions	Total Comités du Sénat (A)	Dépenses des témoins aux termes de l'article 104 (B)	Total des dépenses (A+B)
2009-2010	514	1 332 551 \$	223 920 \$	1 556 471 \$
2008-2009	361	1 030 767 \$	184 223 \$	1 214 990 \$
2007-2008	444	1 520 093 \$	202 874 \$	1 722 967 \$
2006-2007	541	1 888 324 \$	220 022 \$	2 108 346 \$
2005-2006	396	2 044 549 \$	193 765 \$	2 238 314 \$

Définition des catégories courantes

Le tableau suivant présente le budget et les dépenses réelles de chaque comité, réparties entre les dépenses générales (toutes les dépenses non liées aux déplacements du comité) et les déplacements du comité. Les dépenses sont en outre ventilées selon les trois catégories habituelles :

- **Transports et communications** (y compris le transport aérien, les hôtels, les indemnités journalières, les repas de travail et le transport terrestre)
- **Services professionnels et autres** (y compris l'aide à la recherche, les conseillers spécialisés, les services de sténographie et de transcription, ainsi que les frais d'accueil)
- **Autres dépenses** (y compris la publicité, les frais de messagerie, la location de salles de réunion, le matériel de sténographie et d'interprétation, ainsi que les services d'imprimerie)

Rapport des budgets et dépenses des comités (2009-2010)

Nom du comité <i>40^e législature, 2^e session</i>	BUDGET		DÉPENSES			
	Budget total	Budget	Transports et communications	Services professionnels	Autres	Dépenses totales
Affaires étrangères et commerce international						
Projets de loi	9 000					
<i>Dépenses générales</i>		3 000	-	-	-	-
<i>Conférences</i>		6 000	-	-	-	-
Étude de questions d'ordre général	10 000	10 000	-			-
Étude sur la Chine, l'Inde et la Russie	405 140					
<i>Dépenses générales</i>		3 000	-	-	-	-
<i>Conférence : Colombie-Britannique</i>		300	-	300	-	300
<i>Conférence: Londres</i>		6 700	947	2 653	-	3 600
<i>Russie</i>		128 753	84 368	8 173	24	92 565
<i>Chine</i>		266 387	126 077	10 188	734	136 999
TOTAL	424 140	424 140	211 392	21 314	758	233 464
Affaires juridiques et constitutionnelles						
Projets de loi	22 350					
<i>Dépenses générales</i>		22 350	-	-	398	398
Étude de la Loi sur l'identification par les empreintes génétiques	1 300					
<i>Dépenses générales</i>		200	-	-	-	-
<i>Ottawa</i>		1 100	690	-	-	690
TOTAL	23 650	23 650	690	-	398	1 088
Affaires sociales, sciences et technologie						
Sous-comité sur les villes	251 843					
<i>Dépenses générales</i>		20 071	-	2 400	8 991	11 391
<i>Conférence : Toronto</i>		5 000	1 177	1 175	49	2 401
<i>Conférence : Calgary</i>		15 000	1 668	1 520	23	3 211
<i>Régina – Winnipeg</i>		46 612	15 958	-	48	16 007
<i>Calgary – Edmonton</i>		52 568	24 018	-	48	24 066
<i>Vancouver</i>		51 168	14 514	-	19	14 533
<i>Toronto</i>		30 712	4 571	-	-	4 571
<i>Montréal</i>		30 712	5 520	-	-	5 520
Sous-comité sur la santé des populations	21 500					
<i>Dépenses générales</i>		21 500	-	9 406	-	9 406
TOTAL	273 343	273 343	67 427	14 501	9 178	91 106

Nom du comité <i>40^e législature, 2^e session</i>	BUDGET		DÉPENSES			
	Budget total	Budget	Transports et communications	Services professionnels	Autres	Dépenses totales
Agriculture et forêts						
Projets de loi	3 850	3 850	-	-	-	-
Étude sur le secteur forestier	315 590	-	-	-	-	-
<i>Dépenses générales</i>		13 500	-	5 547	-	5 547
<i>Conférences</i>		9 760	-	-	-	-
<i>Prince George et Whitecourt</i>		105 500	-	-	-	-
<i>Saint-Léonard</i>		80 300	26 326	-	48	26 374
<i>Québec</i>		28 300	11 540	-	29	11 569
<i>Kapuskasing</i>		30 500	-	-	-	-
<i>Washington</i>		47 730	-	-	-	-
Étude sur le secteur agroalimentaire canadien	16 210		-	-	-	-
<i>Dépenses générales</i>		6 450	-	-	-	-
<i>Conférences</i>		9 760	-	-	-	-
TOTAL	335 650	335 650	37 866	5 547	77	43 491
Banques et commerce						
Projets de loi	8 300					
Budget		8 300	-	-	5 800	5 800
TOTAL	8 300	8 300	-	-	5 800	5 800
Bibliothèque du Parlement (mixte)						
<i>Dépenses générales</i>		8 850	-	2 289	27	2 316
TOTAL	8 850	8 850	-	2 289	27	2 316
Conflits d'intérêts des sénateurs						
<i>Dépenses générales</i>		50 000	-	-	-	-
TOTAL	50 000	50 000	-	-	-	-
Droits de la personne						
Étude sur les obligations nationales et internationales	223 750					
<i>Afrique</i>		223 750	-	-	-	-
TOTAL	223 750	223 750	-	-	-	-

Nom du comité <i>40^e législature, 2^e session</i>	BUDGET		DÉPENSES			
	Budget total	Budget	Transports et communications	Services professionnels	Autres	Dépenses totales
Énergie, environnement et ressources naturelles						
Étude de nouvelles questions	176 100				-	-
Étude sur le secteur de l'énergie	186 500					
<i>Dépenses générales</i>		8 250	-	-	-	-
<i>Conférence : Vancouver</i>		34 150	-	475	-	475
<i>Vancouver</i>		144 100	-	-	-	-
TOTAL	362 600	362 600	64 683	43 106	258	108 047
Examen de la réglementation (mixte)						
<i>Dépenses générales</i>		8 100	-	311	901	1 212
<i>Conférence : Australie – Nouvelle-Zélande</i>		26 586	13 129	165	7	13 301
TOTAL	34 686	34 686	13 129	476	907	14 512
Langues officielles						
Étude de la Loi des langues officielles	136 800					
<i>Dépenses générales</i>		5 000	-	-	65	65
<i>Conférences</i>		20 000				-
<i>Conférence : Ottawa</i>			-	400	-	400
<i>Conférence : Gatineau</i>			-	330	-	330
<i>Minorité anglophone</i>		111,800	-	-	-	-
TOTAL	136 800	136 800	-	730	65	795
Pêches et océans						
Étude du cadre stratégique du gouvernement	398 650					
<i>Dépenses générales</i>		8 750	-	-	119	119
<i>Conférences</i>		20 000	-	-	-	-
<i>Arctique de l'Ouest</i>		369 900	218 115	15 088	15 317	248 519
TOTAL	398 650	398 650	218 115	15 088	15 436	248 638
Peuples autochtones						
Étude de questions d'ordre général						
<i>Dépenses générales</i>		6 050	-	-	-	-
<i>Conférence : Toronto</i>		17 485	-	1 795	-	1 795
<i>Promotion de rapports</i>		84 576	-	-	-	-
<i>Manitoba</i>		138 575	49 387	7 910	15 716	73 013

Nom du comité 40 ^e législature, 2 ^e session	BUDGET		DÉPENSES			
	Budget total	Budget	Transports et communications	Services professionnels	Autres	Dépenses totales
Étude de questions d'ordre général						
<i>Nouveau-Brunswick</i>		96 967	12 337	-	700	13 037
<i>Alberta</i>		130 512	-	-	-	-
<i>Colombie-Britannique</i>		172 495	49 506	5 360	20 738	75 604
TOTAL	646 660	646 660	111 230	15 065	37 154	163 449
Sécurité nationale et défense						
Étude de la politique de sécurité nationale						
<i>Dépenses générales</i>		149 007	-	99 313	310	99 622
<i>Conférence : Washington</i>		20 000	3 947	-	60	4 007
<i>Promotion de rapports</i>		38 560	35 441	-	78	35 518
<i>Bases militaires de la côte Est</i>		84 550	34 940	869	1 017	36 826
<i>Bases militaires de l'Ontario</i>		52 050	14 726	880	-	15 606
<i>Postes frontaliers, C.-B.</i>		23 538	12 694	-	782	13 476
<i>Postes frontaliers, Alberta</i>		23 688	10 793	-	697	11 490
<i>Postes frontaliers, Ontario</i>		24 788	4 928	-	572	5 500
<i>Postes frontaliers, Québec</i>		7 867	1 303	-	-	1 303
<i>Postes frontaliers, Maritimes</i>		20 688	9 264	-	432	9 696
TOTAL	444 736	444 736	128 035	101 062	3 947	233 044
Transports et communications						
Projets de loi	10 000					
<i>Conférences</i>		10 000	-	-	-	-
Étude sur le secteur du sans-fil	408 450					
<i>Dépenses générales</i>		18 000	-	-	-	-
<i>Londres et Paris</i>		178 650	61 334	7 432	55	68 821
<i>Tallinn - Bruxelles</i>		211 800	94 378	447	153	94 978
TOTAL	418 450	418 450	155 711	7 879	208	163 798
TOTAL 40-2	3 790 265	3 790 265	1 008 279	227 057	74 214	1 309 549

Nom du comité 40 ^e législature, 3 ^e session	BUDGET		DÉPENSES			
	Budget total	Budget	Transports et communications	Services professionnels	Autres	Dépenses totales
Affaires juridiques et constitutionnelles						
Étude de la <i>Loi sur l'identification par les empreintes génétiques</i>	2 575					
<i>Conférence : Toronto</i>		2 575	884	-	-	884
TOTAL	2 575	2 575	884	-	-	884
Énergie, environnement et ressources naturelles						
Étude sur le secteur de l'énergie	38 660					
<i>Conférence : Vancouver</i>		38 660	16 240	5 533	85	21 857
TOTAL	38 660	38 660	16 240	5 533	85	21 857
Peuples autochtones						
Étude de questions d'ordre général		500	-	261	-	261
<i>Dépenses générales</i>						
TOTAL	500	500	-	261	-	261
TOTAL 40-3	41 735	41 735	17 124	5 793	85	23 002
Total 40-2 & 40-3	3 832 000	3 832 000	1 025 403	232 850	74 298	1 332 551

Ventilation des dépenses des témoins (2009-2010)

ACTIVITÉS DES COMITÉS (40^e législature, 2^e session)	TOTAL	MONTANT
Affaires étrangères	3 959	
Étude de l'expansion des exportations au Canada		802
Étude sur la Chine, l'Inde et la Russie		3 157
Affaires juridiques et constitutionnelles	39 745	
Projets de loi		32 656
Étude de la <i>Loi sur le Nunavut</i>		1 250
Étude de la <i>Loi sur la défense nationale</i>		698
Étude de la <i>Loi sur l'identification par les empreintes génétiques</i>		5 141
Affaires sociales, sciences et technologies	12 991	
Projets de loi		11 473
Étude sur les établissements d'enseignement postsecondaires		1 518
Sous-comité sur les villes	25 440	25 440
Sous-comité sur la santé des populations	3 784	3 784
Agriculture et forêts	40 780	
Étude sur le secteur forestier canadien		40 780
Étude de la situation actuelle et future		
Banque et commerce	9 527	
Projets de loi		8 194
Étude sur les cartes de crédit et de débit		1 333
Droits de la personne	13 626	
Étude sur l'exploitation sexuelle des enfants		7 003
Dispositions du projet de loi C-10		1 816
Étude des droits et obligations		4 807
Énergie, environnement et ressources naturelles	23 228	
Projets de loi		17 776
Étude sur le secteur de l'énergie		4 759
Étude de nouvelles questions		693
Finances nationales	6 384	
Projets de loi		6 384
Langues officielles	588	
Projets de loi		588
Pêches et océans	13 434	
Étude du cadre stratégique du gouvernement		13 434
Peuples autochtones	13 983	
Projets de loi		9 236
Étude de questions d'ordre général		4 747
Sécurité nationale et défense	1 213	
Étude de la politique de sécurité nationale		1 213
Sous-comité des anciens combattants	1 533	1 533
Transports et communications	1 969	
Projets de loi		567
Étude sur le secteur du sans-fil		1 401
TOTAL 40-2	212 184	212 184

ACTIVITÉS DES COMITÉS (40^e législature, 3^e session)		TOTAL	MONTANT
Affaires étrangères et commerce international		647	
Projets de loi			647
Affaires juridiques et constitutionnelles		4 570	
Projets de loi			4 570
Affaires sociales, sciences et technologies		1 260	
Projets de loi			1 260
Agriculture et forêts		819	
Projets de loi			819
Banques et commerce		572	
Projets de loi			572
Sécurité nationale et défense		3 868	
Projets de loi			3 868
	TOTAL 40-3	11 735	11 735
	TOTAL 40-2 et 40-3	223 920	223 920